

2.3. Justifications des choix retenus et impacts sur l'environnement

PLU approuvé par le Conseil Municipal en date du 30 juin 2025







P 4

Explication des choix retenus pour établir le PLU

- Les objectifs de la délibération prescrivant la révision du PLU
- Justification des choix retenus pour établir le PADD au regard des principales conclusions du diagnostic
- La prise en compte des documents supra communaux

Justification des objectifs de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain au regard des dynamiques économiques et démographiques P 19

- Justification de la production de logements envisagée
- Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

Justification des OAP Justification de la délimitation des zones et du règlement Motifs de la délimitation des zones Les OAP sectorielles Les OAP thématiques P 36 P 26

- Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU
- Complémentarité du règlement avec les OAP
- Justification des règles d'urbanisme instituées par le PLU

Les dispositions graphiques Les emplacements réservés pour ouvrage ou construction public Les secteurs de mixité sociale P 80

Les indicateurs de suivi P 88

Les lineaires commerciaux et artisanaux Les protections environnementales Le secteur cœur de parc (Courtaboeuf)

INTRODUCTION

établir le PADD, les OAP et le dispositif réglementaire. Ce document constitue la deuxième partie du rapport de présentation. Il présente les explications et justifications des différents choix retenus dans le cadre de la révision du PLU pour

Rappel de l'article L.151-4 du Code de l'urbanisme

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le

commerce, d'équipements et de services. développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de

échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques. de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le [] 4 JUHL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

1. Les objectifs de la délibération prescrivant la révision du PLU

La révision du PLU s'initie par une volonté communale d'adapter son PLU aux nouveaux objectifs municipaux. Par délibération en date du **17 décembre 2020**, le Conseil Municipal a prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme, sur l'ensemble du territoire communal. À cette occasion, le Conseil Municipal a délibéré sur les objectifs poursuivis.

Les objectifs de la délibération de prescription pour la révision du PLU sont les suivants :

- Encadrer la constructibilité pour un développement cohérent et harmonieux des espaces urbains tout en maintenant un bon niveau d'équipement dans la commune,
- Maintenir le « jardin » en ville et préserver le paysage
- Favoriser la qualité du cadre de vie en passant notamment par la préservation de l'environnement et l'accompagnement dans la transition écologique
- Poursuivre l'accompagnement du développement économique sur le parc d'activités de Courtaboeuf, notamment en lien avec les réglementations des autres communes du Parc.

Ces objectifs ont ensuite été traduits dans le PADD qui déclinent des orientations s'articulant autour de 5 grands thèmes :

- Orientation 1 : Aménagement
- Orientation 2 : Environnement
- Orientation 3 : Développement urbain
- Orientation 4 : Equipements
- Orientation 5 : Objectifs de modération de la consommation de l'espace

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUIL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2. Justification des choix retenus pour établir le PADD au regard des principales conclusions du diagnostic

évidence les caractéristiques de la commune, ses atouts, ses faiblesses et ses besoins. Le PADD a été réalisé dans le souci constant de respecter, de protéger, de valoriser l'identité et la diversité de la commune et de mettre en œuvre les réponses nécessaires à la prise en compte des besoins de la commune et de ses habitants au regard des principes de l'article L.101-2 Les tableaux ci-après font apparaître la synthèse des principaux éléments du diagnostic par thème et la manière dont ils sont pris en compte dans le PADD. Le diagnostic a mis en

du Code de l'urbanisme.

			→ Conforter la zone d'activités de Courtaboeuf	 Organiser l'aménagement du territoire en maintenant le caractère rural Prendre en compte les nuisances et les risques 	→ Un territoire qui s'inscrit dans la ceinture verte de la région parisienne en digue à l'avancée de l'urbanisation	1. AMÉNAGEMENT	LES ORIENTATIONS DU PADD
 → Le village est originellement fondé sur une activité rurale basée sur l'agriculture. Même si aujourd'hui cette activité n'est plus le principal moteur économique en termes d'emplois, elle reste le gestionnaire d'un vaste territoire et le garant du caractère et du paysage de Villejust et surtout la source des demées alimentaires. → Aujourd'hui le parc d'activités (Courtaboeuf) est l'un des premiers parcs tertiaires européens, accueillant plus de 1 150 entreprises représentant environ 25 000 emplois et près de 12 000 visiteurs par jour. 	→ Les études réalisées par le BRGM sur le territoire communal révèlent la présence d'un aléa variable, allant de « moyen » à « fort » (source : georisques.gouv.fr). La quasi-totalité du territoire présente un aléa fort au retrait et gonflement des argiles. Diagnostic territorial :	→ La certe établit par le BRGM permet de constater que le ruissellement est majoritaire au niveau de la zone de Courtaboeuf s'expliquent par les grandes surfaces imperméabilisées pour les bâtiments d'activités et les stationnements associés. En revanche, le reste du territoire est plutôt disposé à être infiltrant, en particulier la partie au Sud-Ouest du Rouillon.	→ D'après le site d'information sur les risques de remontées de nappes, débordements, ruissellements, inondations, crues, Villejust présente une sensibilité très faible sur son territoire concernant l'aléa de remontée de nappe. En effet, seule la partie à l'extrême Est du territoire est considérée vulnérable concernant ce risque.	Selon l'IAU, 36% du territoire communal est artificialisé, dont 10% non construits. Les espaces naturels et forestiers représentent environ 64% du territoire communal	État initial de l'environnement : → La commune de Villejust appartient à la ceinture verte de l'agglomération parisienne.	EMENT	ENSEIGNEMENTS ET ENJEUX DU DIAGNOSTIC

LES ORIENTATIONS DU PADD

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUIL, 2025



ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

ENSEIGNEMENTS ET ENJEUX DU DIAGNOSTIC

2. ENVIRONNEMENT

→ Donner toute sa place à l'agriculture

- → Maintenir le rôle paysager des boisements
- Préserver les espaces paysagers et de loisirs
- → Protéger les composantes de la trame verte et bleue
- → Préserver et valoriser la trame verte au sein des espaces
- → Favoriser l'architecture bioclimatique
- → Encourager et réglementer l'insertion des énergies renouvelables afin de favoriser leurs recours

État initial de l'environnement :

- Villejust fait également partie de la région naturelle de l'Hurepoix, caractérisée par une alternance d'agriculture riche sur les secteurs recouverts de limons et de boisements sur les secteurs sableux dégagés par l'érosion, et plus particulièrement à l'unité paysagère du plateau de Nozay.
- Le château du Bois Courtin s'accompagne d'un vaste parc arboré qui s'étend sur plusieurs hectares. Cette entité recèle des essences arborées ancestrales et remarquables qu'il convient de protèger au titre du patrimoine.
- Protéger, valoriser et rendre accessible les éléments paysagers identitaires, remarquables et/ou patrimoniaux:
- → La Trame verte et bleue entend contribuer à enrayer la perte de biodiversité en préservant et en remettant en bon état des réseaux de milieux naturels, permettant aux individus de circuler et d'interagir. Ces réseaux d'échanges, ou continuités, sont constitués de réservoirs de biodiversité, reliés les uns aux autres par des corridors écologiques.
- → Passer de 15 à 520 MW pour le solaire photovoltaique, équiper 10 % des logements existants en solaire thermique, faire passer de 30 % à 50 % la part de la chaleur distribuée par les réseaux de chaleur à partir d'énergies renouvelables et de récupération : Usine d'incinération d'ordures ménagères, géothermie, biomasse..., augmenter la production par pompes à chaleur de 50 %, multiplier par 7 la production de biogaz valorisé sous forme de chaleur, d'électricité ou par injection directe sur le réseau « gaz de ville »,
- $oldsymbol{
 ightarrow}$ Un cadre et des orientations pour le développement de la production d'energies renouvelables,

Diagnostic territorial:

 Selon les données du Recensement Général Agricole, en 2010, la part de la surface agricole utile (SAU) était de 37,7 %. Le recensement a identifié 3 exploitations sur le territoire en 2010.

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUL 2025

ENSEIGNEMENTS ET ENJEUX DU DIAGNOSTIC

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

LES ORIENTATIONS DU PADD

Poursuivre une croissance maîtrisée

Ψ

- → Circonscrire le développement urbain dans les limites actuelles du tissu bâti
- Œuvrer pour la mixité des types d'habitat
- → Élaborer une équité sociale dans les modes d'habitat
- Préserver la spécificité de chaque secteur
- → Pérenniser l'activité agricole et les outils de production
- → Conforter la structure commerciale et de services dans le centre bourg
- → Accompagner le développement de Courtaboeuf en cohérence avec les communes
- Ψ Repenser l'aménagement de Courtaboeuf pour une meilleure qualité et une meilleure lisibilité économique
- Ψ Renforcer la desserte en télécommunications numériques

Diagnostic territorial

3. DÉVELOPPEMENT URBAIN

- → Les territoires de la CPS et de Villejust n'ont jamais connu de période de perte de population. constructions de logements. En effet, entre 1968 et 2017, le solde naturel est resté relativement stable entre 0,5 et 1,2%/an. Toutefois, la croissance de la population a fortement fluctué en fonction des périodes de
- Ψ Entre 2007 et 2017, ce sont les logements de grande taille c'est-à-dire 5 pièces et plus qui ont été le plus développés (+ 2,2%). Toutefois, durant cette période, la proportion de logements de 3 et 4 pièces a diminué au profit des logements de 2 pièces (+ 3,2%),
- A la lecture de l'enveloppe urbaine de Villejust, il est possible d'identifier de façon spatialisée les différents types de tissus urbains de la commune. Ainsi, on retrouve 5 séquences urbaines dont chacune fait référence à une typologie et à une implantation bâtie différenciable.
- → Maintenir la dynamique de création d'une offre de logements diversifiée : En matière de taille de logement, en matière de type d'occupation.
- Ψ En réalité, d'après les données de la mairie, Villejust compte 59 logements sociaux soit 5,9 % du parc de logements (INSEE 2017).
- Ψ Dans le cadre des opérations de logements en cours de réalisation, il est prévu la création de 73 logements sociaux supplémentaires portant la part de logements sociaux à 17,2% du parc
- Poursuivre une production de logements sociaux conformément aux objectifs imposés par l'état
- Permettre le maintien de l'activité agricole
- Ψ Le tissu économique est développé essentiellement au sein de la zone d'activité de Courtaboeuf mais très peu au sein du tissu urbain du bourg ou des hameaux.
- Villejust fait partie du Cône Sud de l'Innovation (grand territoire d'envergure régionale, servant d'activités de Courtaboeuf), ainsi que du Territoire d'Intérêt Métropolitain (TIM) du Plateau de notamment d'appui au développement du Plateau de Saclay et qui doit bénéficier au parc vision commune et solidaire en termes d'enjeux de développement et d'aménagement Saclay, échelle de réflexion infrarégionale, permettant aux différents acteurs de partager une
- Favoriser la création d'emplois, notamment dans la zone d'activités
- Améliorer l'adéquation entre les emplois proposés sur le territoire et les catégories d'emplois auxquelles appartiennent les Villejustiens.

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025



ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

THE RES
September 1
ഗ
_
ш
_
~
m i
-
-
STEED ST
CO.
-
_
c
_
ш
_
_
•
-
=
100
6577
-
u ,
200
100
ഗ
100
SEC.
U D
BENEFA .

4. EQUIPEMENTS

Maintenir un bon niveau d'équipements dans la commune

LES ORIENTATIONS DU PADD

→ Répartir les stationnements entre espaces privés et publics

4

→ Développer des modes de déplacements alternatifs

Diagnostic territorial

- → Maintenir un bon niveau d'équipements : santé, loisirs, enseignement.
- → S'assurer que l'offre réponde aux besoins en équipements qui seront générés par un accueil supplémentaire de population : Identifier les gisements fonciers permettant, en cas de besoin, la création de nouveaux équipements.
- Ψ Toutefois, le tissu pavillonnaire de Villejust compte de nombreux stationnements facilitant notamment l'accès aux équipements et services.
- → Développer les modes doux et proposer des alternatives à la voiture, notamment pour les déplacements domicile-travail, mais également pour les déplacements de
- → II définit les principes permettant d'organiser les déplacements des personnes, le transport des marchandises, la circulation, le stationnement. Ses orientations alternatifs (transports publics, marche, vélo, etc.). doivent concourir à diminuer le trafic automobile et à augmenter l'usage des modes

LES ORIENTATIONS DU PADD

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025



Publié le () (4 JUIL, 2025 ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

ENSEIGNEMENTS ET ENJEUX DU DIAGNOSTIC

5. OBJECTIFS DE MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

→ Optimiser les capacités constructibles

→ La forte pression médiatique valorisant la densification semble jouer paradoxalement un rôle de renforcement de l'attrait des villages du types de Villejust dans lesquels des habitants y espèrent un refuge à la trop grande proximité des voisins (la densité de population y est de 445

Diagnostic territorial:

→ Maintenir la dynamique de création de logements pour faire face au marché tendu du parc

habitants/km² quand elle est de 1702 hab/km² dans la CPS et de 718 hab/km² en Essonne).

de logements

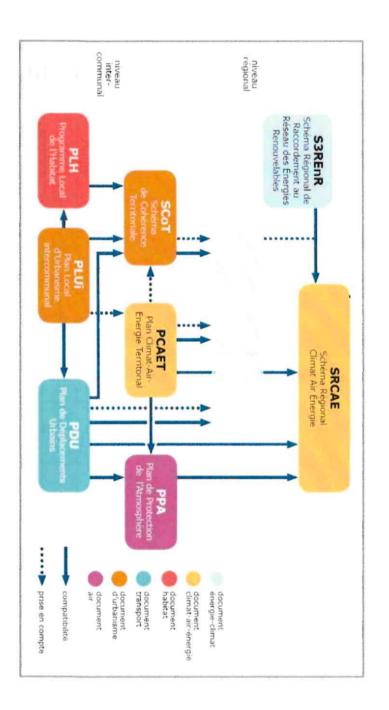
La prise en compte des documents supra communaux

A. SDRIF et SDRIF-e

Le PLU doit respecter plusieurs documents supra communaux dans un rapport de compatibilité ou de prise en compte. Le schéma ci-dessous permet de rappeler les rapports entre les

différents documents. le document de référence reste le SDRIF actuel. Aussi la compatibilité avec l'actuel SDRIF a été analysé. Toutefois, au regard de l'approbation de SDRIF-e, le choix a été également fait Le SDRIF-e a été approuvé en septembre 2024 et se substituera au SRIDF actuel datant de 2013. Dans la mesure ou le décret rendant applicable le nouveau SDRIF-e n'a pas encore été pris,

d'analyser la compatibilité de ce nouveau PLU avec le nouveau SDRIF-e qui deviendra très prochainement le document de référence.



Source: Belveder

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025 0 4 JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

μ La prise en compte des documents supra communaux

SDRIF et SDRIF-e

ainsi que l'utilisation de l'espace, tout en garantissant le rayonnement international de la région. Il préconise des actions pour : d'aménagement du territoire qui définit une politique à l'échelle de la région Île-de-France. Il vise à contrôler la croissance urbaine et démographique Le Schéma Directeur de la Région Île-de-France applicable a été approuvé le 27 décembre 2013. Il s'agit d'un document d'urbanisme et

- Corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région ;
- Coordonner l'offre de déplacement ;
- Préserver les zones rurales et naturelles

Objectifs de densification

densité humaine et de la A l'horizon 2030, à l'échelle espaces d'habitat densité moyenne des minimale de 10% de la permettre une augmentation d'urbanisme locaux doivent communale, les documents

Situation en 2013 :

Parc de logements : 917

Densité des espaces d'habitat en 2013 : 13,10 logements par hectare

Situation aujourd'hui

- Parc de logements : 1 177 (1 117 logements donnée INSEE 2020 + 60 logements réalisé sur 2020 - 2024, données Sytadel)
- Densité des espaces d'habitat en 2024 : 19,6 logements par hectare, soit

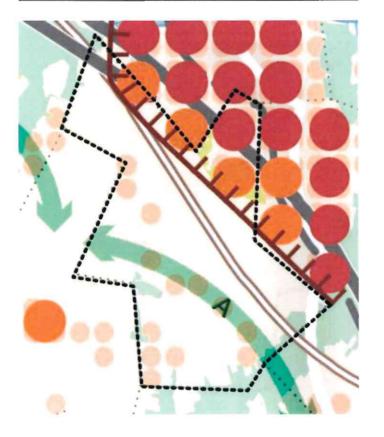
Production de logements prévue par le PLU révisé

production de logements a horizon 2030 peut néanmoins être réalisé dans la Le projet de PLU révisé se projette a horizon 2035 / 2040. Une estimation de la mesure ou l'on sait que :

- Environ 100 logements sont prévus dans les OAP des deux prochains plans Villevents et Coquelicots) triennaux (OAP Bois des Vignes, Centre-bourg, La Grange, Chemin de Bas
- Environ 20 logements, a raison de 4 à 5 par an estimés seront réalisés dans le

Au total, le PLU prévoit et permet la réalisation d'environ 120 logements à horizon

Le projet de PLU révisé est donc conforme aux objectifs du SDRIF



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

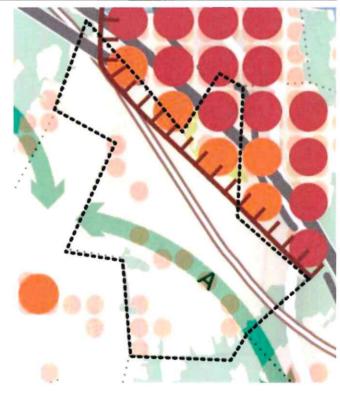
Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le 0 4 JUIL, 2025



3. La prise en compte des documents supra communaux

A. SDRIF et SDRIF-e

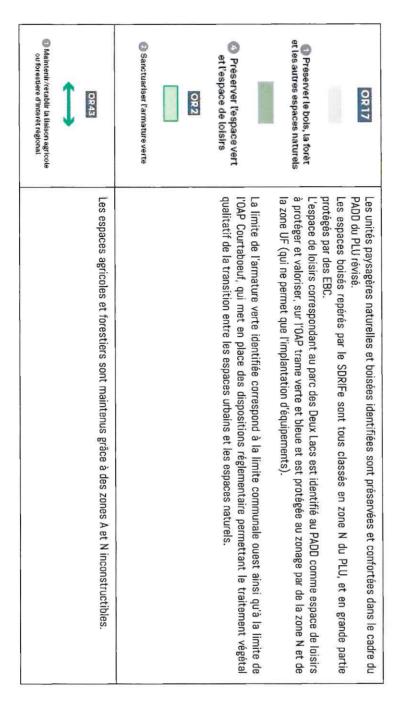
Situation en 2013: Superficie des espaces agricoles : 299 ha Situation aujourd'hui (MOS 2021): Superficie des espaces agricoles : 282 ha, soit une baisse de 17 ha (-5,7%) PLU révisé: Les grandes entités agricoles sont préservées et confortées dans le cadre du PADD du PLU révisé. Les espaces agricoles sont maintenus en zones A inconstructibles. Situation en 2013: Situation aujourd'hui (MOS 2021): Superficie des espaces boisés et naturels : 56,95 ha, soit une baisse de 7,4 ha (-11%) PLU révisé: Les unités naturelles et boisées identifiées sont préservées et confortées dans le cadre du PADD du PLU révisé. Les espaces boisés et naturels repérés par le SDRIF sont classés en zone N du PLU, et en grande partie protégés par des EBC pour ce qui concernes les espaces boisés. PLU révisé: Les espaces agricoles et forestiers sont maintenus grâce à des zones A et N inconstructibles.	Les continuités: La commune est concernée par l'identification d'une continuité agricole		Les lisieres des espaces boisés doivent être protégées.	Les espaces boisés et naturels :		à préserver.	Les espaces agricoles : Les unités d'espaces
	gricoles et forestiers sont maintenus grâce à des zones A et	PLU révisé : Les unités naturelles et boisées identifiées sont préservées et confortées dans le cadre du PADD du PLU révisé. Les espaces boisés et naturels repérés par le SDRIF sont classés en zone N du PLU, et en grande partie protégés par des EBC pour ce qui concernes les espaces boisés.	Situation aujourd'hui (MOS 2021) : • Superficie des espaces boisés et naturels : 59,55 ha, soit une baisse de 7,4 ha (-11%)	Situation en 2013 : • Superficie des espaces boisés et naturels : 66,95 ha	PLU révisé : Les grandes entités agricoles sont préservées et confortées dans le cadre du PADD du PLU révisé. Les espaces agricoles sont maintenus en zones A inconstructibles.	Situation aujourd'hui (MOS 2021): • Superficie des espaces agricoles : 282 ha, soit une baisse de 17 ha (-5,7%)	Situation en 2013 : • Superficie des espaces agricoles : 299 ha



La prise en compte des documents supra communaux

. SDRIF et SDRIF-e

Le SDRIF-e a été arrêté en juillet 2023 puis définitivement voté par la Région le 11 septembre 2024. Il se substituera au SRIDF 2013 après soumission au Conseil d'Etat et approbation par décret. Ce document à échéance 2040 n'est donc pas encore en vigueur à ce jour néanmoins en anticipation, la compatibilité avec ce document peut être regardée avec le PLU révisé de Villejust.



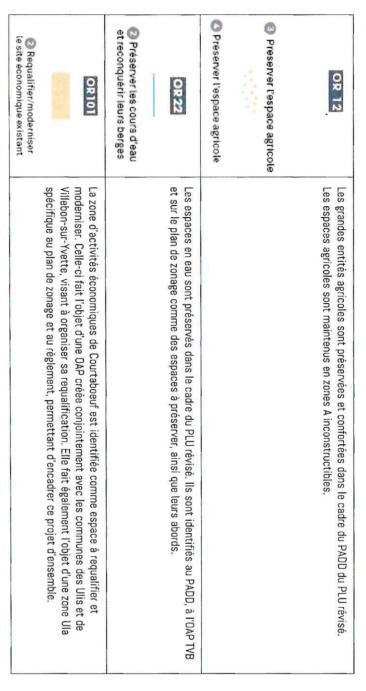


Publié le 0 4 JUIL, 2025

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

La prise en compte des documents supra communaux

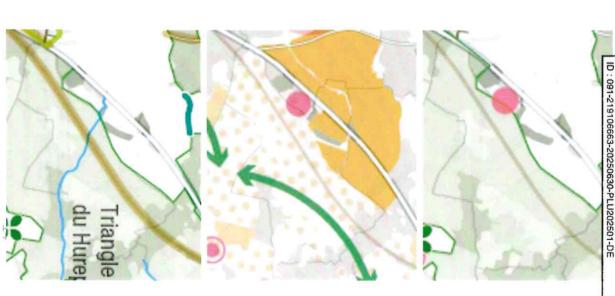
A. SDRIF et SDRIF-e



Objectifs de production de logements :

arrêté ou approuvé avant le 22 août 2026 bénéficient d'une surface minimale de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de surface inférieure. ». 1 hectare, si le cumul des capacités d'urbanisation – hors capacités non cartographiees au titre des projets d'interêt régional – aboutit à une que : « Jusqu'en 2031, les communes couvertes par un plan local d'urbanisme, un document en tenant lieu ou une carte communale prescrit, Le SDRIF-E ne localise pas de secteur d'urbanisation préférentielle pour la commune de Villejust. Toutefois, ce document indique également

hectare possible contre l'étalement urbain compris dans le PADD » (p.21) la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers se limite bien à cet Comme cela est démontré au chapitre : « 2- Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte



Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le [] 4 JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

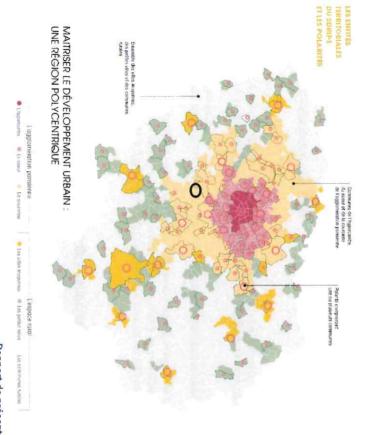
La prise en compte des documents supra communaux

SDRIF et SDRIF-e

Objectifs de production de logements :

Le SDRIF-E vise la production de 90 % des nouveaux logements en renouvellement urbain, et porte de grands principes d'organisation du développement : renforcement des polarités et des zones les mieux desservies d'ici 2040 par les transports en commun, équilibre habitat/emploi, maîtrise de l'accroissement de la densité dans l'hypercentre. Pour s'inscrire dans ces principes et atteindre cet objectif régional, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre d'accroître significativement le nombre de logements au sein des espaces urbanisés existants.

Ainsi, le nombre de logements au sein des espaces urbanisés à la date d'approbation du SDRIF-E doit progresser en moyenne de $13\,\%$, à l'horizon 2040.



Cet objectif est porté à :

- 15 % dans les communes dotées d'une gare, ainsi que dans les polarités des villes moyennes, des petites villes et des communes de l'espace rural;
- 17 % dans les polarités du cœur d'agglomération et de la couronne d'agglomération

En 2024, le parc de logements est estimé à 1 177 (1 117 logements donnée INSEE 2020 + 60 logements réalisé sur 2020 – 2024, données Sytadel). Catégorisée par le SDRIFe comme commune de la couronne d'agglomération parisienne, elle doit ainsi poursuivre un objectif de +17% du parc de logements à horizon 2040. Cela correspond à un parc de 1 377 logements à horizon 2040, soit environ 13 nouveaux logements par an et 200 au total à horizon 2040.

Production de logements prévue par le PLU révisé :

Le projet de PLU révisé prévoit, au sein de ses OAP, environ 140 logements supplémentaires

Enfin, la production dans le diffus est estimée à environ 4/5 logements par an (une soixantaine à horizon 2040), soit légèrement moins, au regard des nouvelles règles, que la production moyenne de ces dernières années.

Au total, le PLU prévoit et permet la réalisation d'environ 200 logements à horizon 2040, soit entre 10 et 15 logements par an. Ce rythme de construction estimé et envisagé permet de respecter les objectifs fixés par le SDRIFe.

Le projet de PLU révisé est donc conforme aux objectifs du SDRIFe.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

La prise en compte des documents supra communaux

B PIII

stationnement ou encore d'exploitation routière. Il fixe ainsi les objectifs des politiques de déplacement d'ici à 2020. de mobilité sur l'ensemble du territoire régional, intègre tous les modes de transport (transports collectifs, voitures particulières, deux-roues motorisés, marche et vélo) ainsi que les politiques de Le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) est un document stratégique relatif aux modes de déplacements des franciliens et des marchandises, à l'horizon 2020. Il traite des politiques

n'est pas définie juridiquement Le Code de l'urbanisme introduit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes, et un rapport de compatibilité entre certains d'entre eux. La notion de compatibilité

Le PLU doit être compatible avec le PDUIF fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. Cependant la doctrine et la jurisprudence nous permettent de la distinguer de celle de conformité, beaucoup plus exigeante. Le rapport de compatibilité exige que les dispositions d'un document ne

Pour les constructions à destination d'habitation

Pour les constructions à destination de bureaux

Recommandation: Le PLU ne peut exiger la création d'un nombre de places de stationnement supérieur à 1,5 fois le niveau moyen de motorisation des ménages constaté dans la commune, soit pour Villejust : 1,52.

nent Prescription : Il ne pourra être construit plus de 1 place pour 55 m² de surface de plancher.

Les prescriptions sont reprises dans le PLU révisé.

 $1,52 \times 1,62 = 2,4$ places par logement maximum.

Le PLU révisé fixe un minimum de 2 places par logement compte-tenu des conditions de transport en commun non suffisantes.

La commune peut également, si elle le souhaite, inclure une disposition pour les places visiteurs.

Le PLU révisé fixe la réalisation d'une place visiteur pour les opérations d'ensemble de plus de 3 logements.

Publié le () 4 JUIL, 2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE Envoyé en préfecture le 03/07/2025

ယ La prise en compte des documents supra communaux

C. Le SRHH

l'hébergement des personnes en difficulté. Le Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH) vise à coordonner et à organiser la politique du logement, la lutte contre l'habitat indigne, la construction de logements sociaux ainsi que

Le SRHH permet d'évaluer les besoins en logement pour la population actuelle et future et de définir une stratégie régionale pour diversifier l'offre de logements (sociaux, intermédiaires, étudiants, seniors...) ainsi que pour favoriser la mixité sociale

de 2024 à 2030 et a été approuvé le 30 avril 2024 Le SHRR est donc une façon d'assurer la cohérence entre les politiques locales d'habitat (PLU, SCoT...) et les moyens publics. Il sert de feuille de route pour 6 ans, le SRHH actuel s'établit sur la période

Villejust fait partie de l'intercommunalité Paris-Saclay, les objectifs de production de logements fixés par le SRHH s'élèvent à 3 400 logements sur la période 2024 — 2030, ce qui correspond à environ 567 logements par an. Les objectifs de production de logements sont définis à l'échelle de l'intercommunalité et chaque intercommunalité doit décliner les objectifs du SRHH via un PLH. Le PLH de la commune de Villejust participe néanmoins à l'effort de construction et s'inscrit dans les objectifs du SRHH Paris-Saclay devra répartir les objectifs de construction à l'échelle communale. Le dernier PLH s'est écoulé sur la période de 2019 à 2024. Il n'y a pas de PLH qui s'applique à Villejust actuellement mais

D. Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage

aires d'accueil à réaliser et à réhabiliter, leur destination, leur capacité et les communes d'implantation et définit également la nature des actions à caractère social nécessaires aux populations Un schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage a été adopté le 24 avril 2019 par arrêté préfectoral pour la période 2019-2024. Il prescrit, au vu d'une évaluation des besoins, les

Il est à noter que la compétence en matière d'accueil et d'habitat des gens du voyage relève de la Communauté d'Agglomération Communauté Paris-Saclay

Il existe actuellement 7 aires sur le territoire :

Chilly-Mazarin: 11 places,

La Ville-du-Bois : 20 places

Les Ulis : 40 places, Saulx-les-Chartreux: 11 places Marcoussis: 11 places,

Verrières-le-Buisson : 15 places

Villebon-sur-Yvette : 11 places

Le schéma départemental prévoit :

- la création d'une nouvelle aire de grands passages,
- la création d'une aire de moyens passages sur la Communauté Paris-Saclay
- la création de 5 terrains familiaux locatifs de 24 places permettant d'accueillir chacun 8 ménages, soit 40 ménages et 120 places au total.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le [] 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

La prise en compte des documents supra communaux

C. Pour les autres documents supra communaux ayant attrait à l'environnement et aux transitions écologiques et environnementales (SRCE, PCAET, SDENR...)

Voir 2.3 Evaluation environnementale

l'étalement urbain au regard des dynamiques économiques et ustification des objectifs de consommation de l'espace et de

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le [] 4] [] [] 2025 ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

1- Justification de la production de logements envisagée

Projections démographiques

La croissance démographique ne cesse d'augmenter depuis la fin des années 1960, malgré des fluctuations, avec un solde naturel stable mais un solde migratoire plus variable. La commune suit également les tendances départementales et nationales avec un desserrement des ménages de l'ordre de -0,0032% annuel sur cette période.

Villejust est ainsi passée d'une ville d'environ 2 200 habitants en 2009 à environ 2 450 habitants en 2020, soit un taux d'évolution annuel moyen de 0,87 %.

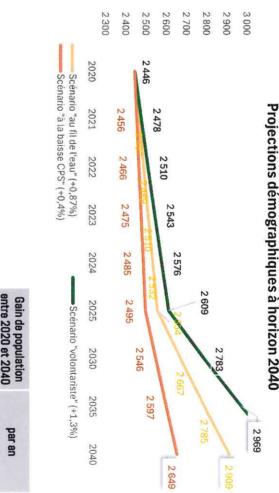
Trois scénarios d'évolution démographique ont été établis pour la période 2020-2040 :

- Un scénario « au fil de l'eau », suivant l'évolution tendancielle de la population : +0,87 % d'évolution annuelle
- Un scénario « à la baisse », dont le taux d'évolution annuel correspond à celui à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay sur la période 2014-2020, dans l'hypothèse d'une poursuite du vieillissement de la population : +0,4 % d'évolution annuelle.
- Un scénario « volontariste », inversement proportionnel au scénario volontariste, basé sur l'hypothèse d'une plus forte croissance démographique : +1,3 % d'évolution annuelle

Ces trois scénarios d'évolution projettent **entre environ 2 650 habitants** (pour le scénario « à la baisse ») **jusqu'à environ 3 000 habitants** (scénario « volontariste ») **en 2040 à Villejust**. Le gain de population annuel serait ainsi en moyenne de :

- . Scénario « au fil de l'eau » : +23 habitants
- . Scénario « volontariste » : +36 habitants
- Scénario « à la baisse » : +10 habitants

La commune de Villejust souhaite atteindre l'objectif du scénario « au fil de l'eau » et donc d'atteindre environ 2 900 habitants.



	Gain de population entre 2020 et 2040	par an	
Scénario "au fil de l'eau" (+0,87%)	463	23	
Scénario "volontariste" (+1,3%)	721	36	
Scénario "à la baisse CPS" (+0,4%)	203	10	

l'étalement urbain au regard des dynamiques économiques et Justification des objectifs de consommation de l'espace et de

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 0 4 JUIL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

1- Justification de la production de logements envisagée

Production de logements envisagée

En 2020, le parc de logements s'élevait à 1 117 logements à Villejust (données Insee).

D'après les données fournies par la base de données Syt@del, 60 logements auraient été construits entre 2020 et 2022.

Le projet de PLU révisé prévoit, au sein de ses OAP, environ 140 logements supplémentaires (voir tableau ci-dessous).

	Programmation en logements prévue	logements prévue	Estimation
OAP	Fourchette basse	Fourchette haute	
Centre-bourg	20	30	25
Nozay-Mairie	10	15	13
Grange	10	15	13
Rue des Coquelicots	20	20	20
Chemin des Bas Villevents	25	25	25
Bois des Vignes	22	22	22
Secteur de la Folie Bessin	15	25	20
Courtaboeuf			
TOTAL	122	152	138

Pour les OAP ne comportant pas d'objectif de production de logements chiffré, une estimation du nombre de logements à produire a été faite en respectant les objectifs de densification imposés par le SDRIF-e (20 logements / ha).

Enfin, la production dans le diffus est estimée à environ 4/5 logements par an, soit une soixantaine de logements nouveaux a horizon 2040. Ce rythme de construction estimé est légèrement moins important, au regard des nouvelles règles, que la production moyenne de ces dernières années.

Au total, le PLU prévoit et permet la réalisation d'environ 200 logements à horizon 2040 (environ 140 via les OAP et environ 60 dans le diffus), soit entre 10 et 15 logements par an.

Les OAP sectorielles visent à atteindre les objectifs de production de logements locatifs sociaux. Elles s'inscrivent dans les plans triennaux à venir. Les OAP seront donc réparties sur les trois plans à venir de la manière suivante :

A court terme (1er plan triennal):

OAP Bois des Vignes

OAP Centre-bourg

A moyen terme (2ème plan triennal):

OAP La Grange

OAP Chemin de Bas Villevents

OAP Coquelicots

A long terme (3ème plan triennal):

OAP Folie Bessin

OAP Nozay Mairie

Justification des objectifs de consommation de l'espace et de l'étalement urbain au regard des dynamiques économiques et

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

Le PADD énonce les orientations suivantes :

« Les orientations retenues tendent vers un développement urbain moins consommateur d'espace. Il s'agit d'optimiser les potentiels du tissu urbain existent en favorisent :

- le remplissage des terrains encore disponibles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine
- la densification sur les parties déjà bâties,
- un réaménagement global et qualitatif notamment sur le hameau de la Folie Bessin.

L'économie d'espace s'applique également à la zone d'activités de Courtaboeuf, où sera recherchée une densification et une optimisation du tissu bâti.

Conformément aux documents supra-communaux, aucune consommation nouvelle de l'espace n'est prévue sur le territoire communal à échéance de 2030.

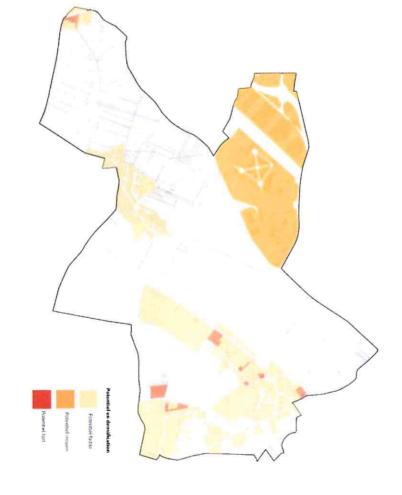
Les seules zones qui engendreront une consommation d'espaces, pour un total d'environ 1 ha, sont :

- Les secteurs Coquelicots et Bois des Vignes pour environ 0,6 ha
- Le projet d'accélération du développement des énergies renouvelables pour moins de 0,5 ha
- Un diagnostic foncier fin, priorisant la constructibilité au sein du tissu urbain

Au sein du diagnostic foncier, il a été réalisé un recensement fin des espaces muables prioritairement au sein de la trame urbaine, puis en extension de celle-ci. Le recensement a été réalisé en prenant en compte des éléments contextuels locaux comme la situation au sein de la commune, la qualité paysagère et environnementale des terrains, les possibilités de constructions, la présence de zones humides, les capacités des réseaux le desservant ou encore les projets d'ores et déjà connus.

Il en ressort trois niveaux de mutabilité :

Les espaces de mutabilité faible ou nulle correspondent aux quartiers d'habitat pavillonnaires, qui ne peuvent accueillir que des constructions à la marge, des extensions ou surélévations de constructions existantes, ainsi que les quartiers d'habitat collectif qui ne seront pas ou peu amenés à évoluer pour des raisons de formes urbaines et de portage de projet.



l'étalement urbain au regard des dynamiques économiques et justification des objectifs de consommation de l'espace et de

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

- Un espace de mutabilité moyenne correspondant à la zone d'activités économiques de Courtaboeuf qui fait l'objet d'études par la Communauté Paris Saclay, notamment dans le cadre du schéma directeur de la ZAE, en vue d'une requalification. Les études font part d'un potentiel d'optimisation foncière, que ce soit par le comblement de dents creuses ou la densification des terrains existants.
- Les espaces de mutabilité forte correspondant à 8 secteurs situés au sein du tissu urbain existant, soit occupés par des friches, constructions dégradées, ou soit faisant l'objet d'un projet connu.

Le dispositif réglementaire du PLU révisé met en œuvre les outils permettant de mobiliser en priorité les possibilités de mutabilité fortes identifiées par le diagnostic foncier.

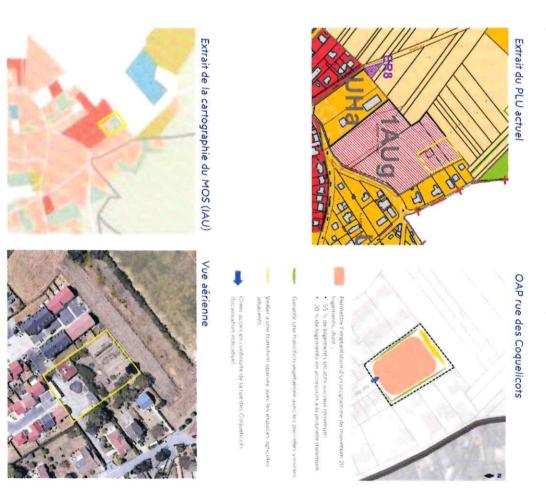
Un secteur « à urbaniser » au sein de la trame urbaine : l'OAP de la rue de Coquelicots

Le PLU actuel comprenait une vaste zone « 1AUg » destinée à encadrer le projet d'extension de la rue des Coquelicots, composé de logements individuels groupés. Au moment de la révision du PLU, la quasi-totalité du projet est réalisée à l'exception de la partie nord-est d'une superficie de 2 500 m². Ces terrains sont aujourd'hui occupés par un hangar délaissé dont les abords ont été artificialisés et par deux fonds de jardin. Ils sont tous desservis par les réseaux et sont situés au bout d'une voie de desserte interne, destinée à leur accès.

Au titre du MOS, le terrain est classé en « habitat individuel » au sud et en « jardins de l'habitat » au nord. La partie d'ENAF consommée par le PLU révisé ne concernerait ainsi que la partie nord, d'environ 1 250 m².

Ensuite, afin de préserver les espaces agricoles, une large bande végétale est prévue par l'OAP Rue des Coquelicots en transition des terres agricoles voisines, interdisant de fait la construction sur les espaces de jardins repérés par le MOS.

Ainsi, bien que ces terrains soient maintenus en zone AU au sein du PLU révisé dans le but de poursuivre la logique du précédent PLU, la consommation réelle estimée de ce projet au titre du MOS ne saurait excéder environ 1 200 m².



l'étalement urbain au regard des dynamiques économiques et Justification des objectifs de consommation de l'espace et de

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Publié le 0 4 JUL. 2025

2- Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

Un projet en dent creuse au hameau du Bois des Vignes

Le PLU actuel comprenait déjà une OAP sur le secteur du Bois des Vignes, visant à encadrer environnementale et les analyses de site effectuées ne révèlent aucun intérêt botanique ou d'englober un projet de renouvellement d'une construction peu qualitative. Sur sa partie nord, un projet de logements. L'OAP est reprise dans le PLU révisé, étendue sur sa partie sud afin écologique. Par ailleurs, le site est enclavé dans un tissu déjà urbanisé. anthropique, ni pour la faune. Elles ne repèrent aucune zone humide ou entrave à un corridor le périmètre de l'OAP est occupé par un espace de friche naturelle. L'évaluation

représenterait de la consommation. Le sud du périmètre d'OAP ne représente pas de la partie nord du terrain est classée en « milieux semi-naturels » et sa construction Si le plan de zonage actuel classe déjà ce périmètre en zone urbaine, au titre du MOS, la consommation

du MOS ne saurait excéder environ 0,5 ha. Ainsi, bien que ces terrains soient maintenus en zone UG au sein du PLU révisé dans le but de poursuivre la logique du précédent PLU, la consommation réelle estimée de ce projet au titre



Extrait de la cartographie du MOS (IAU)



Vue aérienne





l'étalement urbain au regard des dynamiques économiques et Justification des objectifs de consommation de l'espace et de

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le [] 4 JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

Un projet de dispositif de production d'énergie renouvelable en zone agricole

Au sein du PLU actuel, la zone A* était destinée à recevoir des constructions est installations liées à des produits horticoles. Au sein du PLU révisé, le périmètre de la zone A* est inchangé mais le projet a évolué : la zone vise l'accueil d'un projet de type agrivoltaïsme, dans le cadre des objectifs d'accélération du développement des énergies renouvelables.

Le règlement de la zone A* fixe des règles de constructibilité, à savoir une emprise au sol maximale de 10% de l'unité foncière et une hauteur de 10 mètres max.

Au sens du MOS, la zone est comptabilisée comme des « milieux ouverts ».

Ainsi, la consommation du projet d'agrivoltaïsme ne saurait excéder 10% de la zone A^* , soit moins de 0,5 ha (0,35 ha exactement).



Extrait du PLU révisé

Extrait de la cartographie du MOS (IAU)

Vue aérienne



Au total, la consommation maximale prévue par le projet de révision de PLU est d'environ 1 ha.

La consommation prévue par le dispositif réglementaire est donc bien conforme aux objectifs fixés par le PADD d'une part, et dans le respect des documents supra communaux, et en particulier du SDRIF-E d'autre part.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 0 4 JUIL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

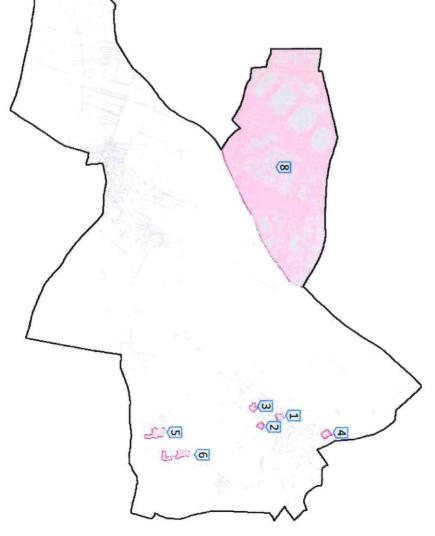
Pour accompagner la mise en œuvre des orientations du PADD, des OAP ont été définies sur des secteurs stratégiques (OAP sectorielles) et sur des thématiques précises (OAP thématique) :

Une OAP thématique :

- 0AP Trame verte et bleue
- Huit OAP sectorielles: 1) OAP Centre-Bourg
 2) OAP Nozay-Mairie
- OAP de la Grange
- 4) OAP Rue des Coquelicots5) OAP Chemin des Bas Villevents6) OAP du Bois des Vignes7) OAP de la Folie Bessin

- 8) OAP Courtaboouf

Carte de localisation des OAP sectorielles



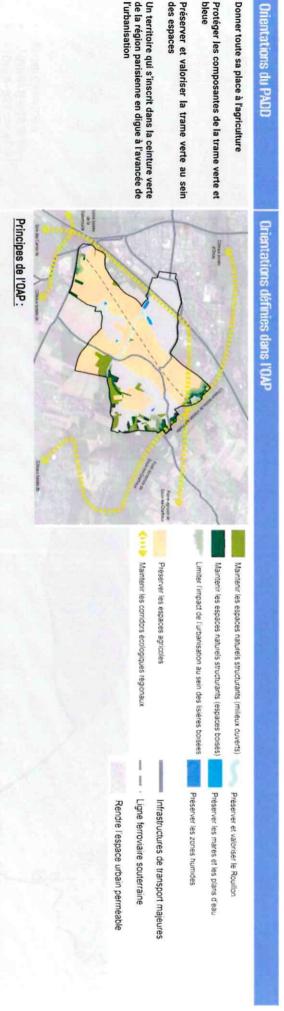
Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Les OAP thématiques

L'OAP TRAME VERTE ET BLEUE



continuités écologiques et les espaces de biodiversité par la mise en place d'une OAP Trame Verte et bleue. Dans le prolongement de la volonté de la commune de conforter une trame verte et bleue, le PLU précise cette ambition en indiquant la nécessité de renforcer les

L'OAP thématique trame verte et bleue vise notamment à :

- Protéger les espaces boisés importants sur le territoire, leurs lisières, ainsi que les grands espaces verts au sein de la trame urbaine (Parc du Bois Courtin...),
- Préserver les espaces agricoles, et les développer,
- Veiller à préserver les éléments de nature en ville notamment dans les quartiers pavillonnaires, les rendre permeables (cœurs d'ilots, jardins prives...).
- Protéger les espaces en eau et préserver les zones humides

Justification de l'OAP :

communal. Les orientations de cette OAP sont par ailleurs précisées et déclinées dans les outils réglementaires du plan de zonage et du réglement écrit avec une Dans la continuité des orientations du PADD, cette OAP vient exprimer et développer l'ambition d'inscrire la dimension environnementale et écologique au cœur du projet identification plus importante des protections paysagères, le renforcement de la protection des lisières ou encore un renforcement des obligations de pleine terre.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Recu en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le 0 4 JUIL, 2023

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE



2- Les OAP sectorielles

L'OAP Centre-bourg

Orientations du PADD

Poursuivre une croissance maîtrisée

Circonscrire le développement urbain dans les limites actuelles

Œuvrer pour la mixité des types d'habitat

du tissu bâti

Élaborer une équité sociale dans les modes d'habitat

Préserver la spécificité de chaque secteur

Optimiser les capacités constructibles

Orientations définies dans l'OAP



Permettre ta forme o

Principes de l'OAP :

Permettre la redynamisation du centre-bourg, via une opération sous la forme de petit collectif et/ ou maisons de ville comprenant :

- Minimum 50 % de logements locatifs sociaux
- Minimum 30 % de logements en accession à la propriété
- Des commerces, services et / ou équipements

Prévoir des constructions dotées de dispositifs permettant de protéger les habitants des nuisances sonores et de la pollution de l'air.



Autoriser la création d'un bâtiment « signal » d'ornement, ne dépassant pas la hauteur du clocher de l'église, et s'inscrivant dans l'identité architecturale du centre-bourg (localisation indicative)

Justification de l'OAP:

cherche à développer une programmation de logements accessible à tous en imposant une mixité sociale. Il s'agit d'une OAP à destination de logements au cœur du centre-bourg, sur la place principale de la commune. En lien avec les orientations du PADD, l'OAP

équipements Elle cherche également à renforcer la mixité fonctionnelle et à conforter l'attractivité du centre-bourg, en proposant une offre de commerces, services et

Par ailleurs, I'OAP met l'accent sur l'ambition architecturale des futures constructions, et leur bonne insertion dans le tissu du centre bourg en permettant l'implantation d'une émergence bâtie.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUIL 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Les OAP sectorielles

L'OAP Nozay-Mairie

Orientations du PADD Orien Poursuivre une croissance maîtrisée

Circonscrire le développement urbain dans les limites actuelles du tissu bâti

Œuvrer pour la mixité des types d'habitat Élaborer une équité sociale dans les modes d'habitat

Maintenir un bon niveau d'équipements dans la commune

Optimiser les capacités constructibles

Orientations définies dans l'OAP



Principes de l'OAP:

Permettre l'implantation d'un programme de 10 à 15 logements sous la forme de petit collectif et/ ou maisons de ville, dont 50 % de logements locatifs sociaux minimum

Prévoir des constructions dotées de dispositifs permettant de protéger les habitants des nuisances sonores et de la pollution de l'air.

Permettre l'implantation d'un équipement prioritairement à vocation médicosociale

Garantir une transition végétalisée avec les parcelles voisines

Justification de l'OAP:

offre de logements adaptée, la présente OAP permet l'implantation de nouveaux logements. Elle permet notamment de répondre à l'objectif de produire des logements pour tous, en proposant une mixité sociale au sein de sa programmation. Toujours dans le centre-bourg, et en lien avec la volonté du PADD de poursuivre la croissance démographique de la commune et de l'accompagner en proposant une

population. L'OAP entend également accompagner la production de logements avec une offre d'équipements dans le domaine de la santé, afin de répondre aux besoins de la

Enfin, afin de veiller à la tranquillité du voisinage et de permettre le passage de continuité écologiques sur le site, une transition végétalisée est imposée.

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE 0 4 JUL. 2025

2- Les OAP sectorielles

L'OAP de la Grange

Orientations du PADD

Poursuivre une croissance maîtrisée dans les limites actuelles du tissu bâti Circonscrire le développement urbain

Élaborer une équité sociale dans les Œuvrer pour la mixité des types d'habitat modes d'habitat

Préserver la spécificité de chaque

Optimiser les capacités constructibles

Orientations définies dans l'OAP



Principes de l'OAP:

Permettre l'implantation d'un programme de 10 à 15 logements locatifs sociaux.

maisons de bourg, logement intermédiaire, voir petit collectif de Privilégier des formes urbaines (de type maisons individuelles, bourg...), qui permettent :

- de garantir une bonne intégration architecturale, paysagère et environnementale.
- et d'assurer une transition apaisée entre le tissu de centrebourg d'une part et le tissu pavillonnaire voisin d'autre part,

de l'air. protéger les habitants des nuisances sonores et de la pollution Prévoir des constructions dotées de dispositifs permettant de



Créer accès en continuité de la rue de la mairie (localisation

Veiller à une transition végétalisée et apaisée avec les parcelles

Justification de l'OAP :

s'insèrent. En effet, le site de projet est situé en entrée de centre-bourg, en lisière d'un quartier plus pavillonnaire. L'objectif est ainsi de proposer des formes urbaines permettant une transition douce entre ces deux tissus urbains. Il s'agit d'une OAP de requalification d'un secteur aujourd'hui occupée par une grange en mauvais état. L'OAP prévoit la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux, afin de répondre aux ambitions de mixité sociale de la commune, et incite à des formes urbaines respectueuses de l'environnement dans lequel elles

Enfin, afin de veiller à la tranquillité du voisinage et de permettre le passage de continuité écologiques sur le site, une transition végétalisée est imposée.

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE Publié le 0 4 JUL. 2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

2- Les OAP sectorielles

L'OAP rue des Coquelicots

		Préserver la spécificité de chaque secteur Optimiser les capacités constructibles	Poursuivre une croissance maîtrisée Circonscrire le développement urbain dans les limites actuelles du tissu bâti Œuvrer pour la mixité des types d'habitat Élaborer une équité sociale dans les modes d'habitat	Orientations du PADD
Justification de l'OAP:	10 au			Orientations définies dans l'OAP
1		-		
Créer accès en continuité de la rue des Coquelicots (localisation indicative)	Veiller à une transition apaisée avec les espaces agricoles adjacents	Garantir une transition végétalisée avec les parcelles voisines	Principes de l'OAP: Permettre l'implantation d'un programme de maximum 20 logements, dans la continuité des typologies de la précédente opération, à savoir du petit collectif et/ou des maisons de ville, dont : 55 % de logements locatifs sociaux minimum 30 % de logements en accession à la propriété minimum	不是 不是 医多种

tranquillité du voisinage et de permettre le passage de continuité écologiques sur le site, ainsi qu'un traitement spécifique des lisières avec les espaces agricoles. L'insertion dans son environnement immédiat est soignée : il est exigé une transition végétalisée avec les parcelles habitées adjacentes afin de veiller à la

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUL 2025 ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Les OAP sectorielles

L'OAP Chemin des Bas Villevents

Orientations du PADD	Orientations définies dans l'OAP	
Poursuivre une croissance maîtrisée		Principes de l'OAP:
Circonscrire le développement urbain dans les limites actuelles du tissu bâti	Down A	Permettre l'implantation d'un programme de 25 logements maximum, dont 50% minimum de logements locatifs sociaux. Les logements
Œuvrer pour la mixité des types d'habitat	an Hillwests	prendront la forme de petits collectifs, de maisons groupées, de maisons individuelles ou encore de logements intermédiaires.
Élaborer une équité sociale dans les modes d'habitat	Para	

Justification de l'OAP

Optimiser les capacités constructibles

Préserver la spécificité de chaque

naturels adjacents, en n'autorisant que de petits gabarits de construction. Il s'agit d'une OAP à destination de logements au sud-est de la commune. En lien avec les orientations du PADD, l'OAP cherche à développer une programmation de logements accessibles à tous en imposant une mixité sociale. L'OAP entend également encadrer les formes urbaines dans un souci de préserver les espaces

Préserver les continuités écologiques liées à la proximité du Rouillon

Veiller à une transition apaisée avec les espaces naturels adjacents

Garantir une transition végétalisée avec les parcelles voisines

boisés attenants et permettre la création d'un lieu ouvert au public Renaturer le fond de parcelle en continuité avec les espaces

(ex : aire de jeux pour enfants...)

(localisation indicative)

renaturation des fonds de parcelle. L'objectif est de venir recréer une continuité écologique avec les espaces boisés voisins. Celle-ci est également renforcée par Enfin, l'OAP s'inscrit dans une logique de protection des espaces naturels, en cohérence avec les orientations du SDRIF et celles du PADD, en exigeant une les transitions paysagères exigées par l'OAP.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le [] 4 JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Les OAP sectorielles

L'OAP Bois des Vignes

		LUAP Bois des Vignes lors d'une précédente r programmation définies	LUAP bois des vigites lors d'une précédente m programmation définies L'OAP s'inscrit dans la	Luar bois des vignes lors d'une précédente m programmation définies L'OAP s'inscrit dans la ainsi à réaliser une offre le site de projet étant garantir des lisières vég
de l'OAP:	Justification de l'OAP :	Justification de l'OAP: L'OAP Bois des Vignes vient encadrer une opération prévue en dent creuse de l'urbanisation actuelle. Prévue lors d'une précédente modification du PLU, l'OAP est reprise et complétée au regard de nouveaux éléments de programmation définies par la commune et les porteurs de projet	eles Vignes vient encadrer une opération prévue en dent creuse de l'urbanisation actuelle. Prévue écédente modification du PLU, l'OAP est reprise et complétée au regard de nouveaux éléments de lon définies par la commune et les porteurs de projet. Tit dans la logique d'accompagnement de la croissance démographique communale et cherche de logique d'accompagnement de la croissance démographique communale et cherche	L'OAP Bois des Vignes vient encadrer une opération prévue en dent creuse de l'urbanisation actuelle. Prévue lors d'une précédente modification du PLU, l'OAP est reprise et complétée au regard de nouveaux éléments de programmation définies par la commune et les porteurs de projet. L'OAP s'inscrit dans la logique d'accompagnement de la croissance démographique communale et cherche ainsi à réaliser une offre de logements diversifiée, tant en termes de forme urbaine que de mixité sociale. Le site de projet étant situé au milieu de secteurs déjà urbanisés et résidentiels, des orientations visant à garantir des lisières végétalisées figurent à l'OAP.

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Les OAP sectorielles

L'OAP Folie Bessin

Unientations du PADD

dans les limites actuelles du tissu bâti Circonscrire le développement urbain

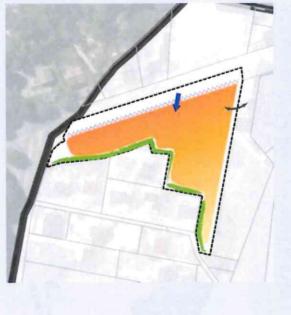
Poursuivre une croissance maîtrisée

Œuvrer pour la mixité des types d'habitat modes d'habitat Élaborer une équité sociale dans les

Préserver la spécificité de chaque

Optimiser les capacités constructibles

Orientations définies dans l'OAP



Principes de l'OAP :

respectant les prescriptions suivantes : Permettre l'implantation d'un programme de logements, en

- privilégier les formes bâties les moins denses en continuité du tissu pavillonnaire voisin.
- recréer un front bâti le long de la route départementale poursuivant le rythme architectural des constructions existantes voisines.
- Principes d'accès sécurisés (localisations indicatives)
- Créer des liaisons avec l'opération de construction voisines
- situés en continuité Veiller à une transition végétalisée et apaisée avec les pavillons

rue, de manière à créer un front de rue cohérent depuis la route et à la pollution de l'air générées par les flux automobiles D446. Limiter l'exposition des populations aux nuisances sonores Travailler l'aspect extérieur des constructions ou les clôtures sui

4

Justification de l'OAP :

en compte des risques et nuisances liés au passage de la RD446. une cohérence d'ensemble à l'échelle du hameau, tant en termes d'implantation des futures constructions, de densité, de qualité architecturale mais aussi de prise de l'OAP Folie Bessin correspond aux terrains qui n'ont pas encore muté et seraient susceptibles de l'être dans un futur proche. L'objectif de l'OAP est de garantir Le hameau de la Folie Bessin, organisé autour de l'axe de la RD446, est en pleine mutation et fait l'objet de plusieurs projets de rénovation d'ampleur. Le périmètre

dense le long de l'axe et des constructions moins dense sur l'arrière du terrain, à proximité des pavillons existants. L'OAP est ainsi à destination principale de logements, et donne des orientations sur leur implantation et leur forme bâtie de manière à permettre un front urbain

Enfin, afin de veiller à la tranquillité du voisinage et de permettre le passage de continuité écologiques sur le site, une transition végétalisée est imposée.

Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le () 4 JUIL, 2025

Envoyé en préfecture le 03/07/2028

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Les OAP sectorielles

L'OAP Folie Bessin

Orientations du PADO

Accompagner le développement de Courtaboeuf en cohérence avec les communes voisines

Conforter la zone d'activités de Courtaboeuf

Repenser l'aménagement de Courtaboeuf pour une meilleure qualité et une meilleure lisibilité économique

Préserver les espaces paysagers et de loisirs

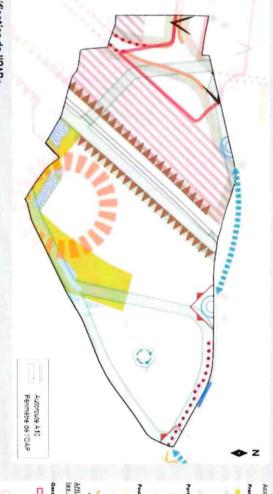
Encourager et réglementer l'insertion des énergies renouvelables afin de favoriser leurs recours

Prendre en compte les nuisances et les risques

Développer des modes déplacements alternatifs

Maintenir un bon niveau d'équipements dans la commune

Orientations définies dans l'OAP



Justification de l'OAP :

de

L'OAP présentée précédemment a pour objectif de traduire le projet de renouvellement de la zone d'activités économiques de Courtabœuf. L'OAP communale est à lire comme un extrait d'une OAP plus générale, dont les orientations prennent sens à plus grande échelle.

Sur le volet environnemental, l'OAP vise à protéger l'existant, à savoir principalement les espaces verts du Parc des Deux Lacs, les zones humides inventoriées par la DRIEAT, ainsi que les transitions paysagères avec les espaces agricoles voisins. Le contexte dans lequel s'insère le Parc est pris en compte : des orientations de préservation de la trame verte traversent le territoire, notamment le long des axes principaux supports de végétation, pour relier les grands espaces verts alentours tels que le Bois des Gelles, le Bois Persan, l'Espace Naturel Sensible des buttes du Hurepoix et le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse. Une optimisation foncière et des usages des bâtiments d'activités est également exigée par l'OAP, afin de limiter la consommation et l'imperméabilisation des sols.

Accompagner la résillenca et s'engager sur un aménagement durable du Parc Premouvei les continuités écologiques et les interactions entre transa vertes et bisues

Proxigar les espaces en écu do secteur

Présente des potes ministra dentifiess par la DRIEST, et les volontes comms
espace d'agrément

Présente la projet d'un pare d'activités vertueux, soucietzs de la santé humaine
forter la projet d'un pare d'activités vertueux, soucietzs de la santé humaine

Poursuivra la requalification du parc, de son patrimoine et de ses franges

Gerandr une protection acquestque pour les constructions ainsi que les hôtels, le long des aves bruyants (1455 dB/A):

aton des décrets, de réemploi et d'économie

MUNICIPAL SERVICE

Permette l'indeptiblisé des bidments, et l'optimisation des usages et de l'occupation Requalité l'Execus des indes Solgies les fonges agricoles pau préserve le payage notamment depuis Villejuis.

Affirmer la vocation productive et technologique du parc et accompagner les nouveaux secteurs de développement

Créet ou préserver les percées vicuelles

Garantir une organisation du para et un fonctionnement au service de ses usagers

- Ponter la projet de Catur de pare : créer une certralisé proposant des services à ses usages : requilitanten des espaces publics, smellaration de l'offre d'equipiements, mas en place de services aux employes inocamment de la residuration;.
- Développer le pôle secondaire du Parc des Deux Lacs

Poursuivre le développement du parc d'activités

- Accompagner le développement de nouveaux programmes
- Exectives la relocalisation de commerces et services, presents dans d'autres sectivas en permettant une augmentation de la sorticce de plancher dans la tinute de 300 m²
- Favoriss l'implantation de commerces en FDC : restaurants, hòtels et cérvices aux usagers de la zone

Améliorer l'accessibilité et la visibilité du parc

- Renforcer les stations multimodales existentes
- Creer des Illusons doubes
 Accompagne les réamenagements et tourner les façades
 principales vers l'avenue (Oceanie, Tropiques)
- Appender un soin particulier aux façades visibles députe l'Af
- Améliarer les entress de parc

2- Les OAP sectorielles

L'OAP Folie Bessin

Orientations du PADID

Accompagner le développement de Courtaboeuf en cohérence avec les communes voisines

Conforter la zone d'activités de Courtaboeuf

Repenser l'aménagement de Courtaboeuf pour une meilleure qualité et une meilleure lisibilité économique

Préserver les espaces paysagers et de loisirs

Encourager et réglementer l'insertion des énergies renouvelables afin de favoriser leurs recours

Prendre en compte les nuisances et les risques

Développer des modes déplacements alternatifs

de

Maintenir un bon niveau d'équipements dans la commune

Orientations definies dans l'OAP

L'OAP encadre strictement l'implantation des constructions à destination de commerces et de services, afin de ne pas déséquilibrer la dominante d'activités artisanales et tertiaires de la zone. Les commerces drainant des usagers et créant de l'animation dans la zone d'activités sont volontairement concentrés le long des axes principaux et dans le Cœur de Parc. Les commerces plus importants sont également fléchés à l'endroit où sont situés les commerces de ce type existants, le long de l'A10 à proximité de l'échangeur.

Le projet de renouvellement de la zone d'activités vise également à améliorer l'insertion paysagère du site au sein de son environnement. Plusieurs orientations s'inscrivent dans ce projet : il est demandé de soigner les entrées de parc ainsi que les façades visibles depuis l'A10, interfaces directes avec « l'extérieur » du Parc. Le Cœur de Parc, en tant qu'espace pratiqué par des usagers et visiteurs, nécessite aussi une attention particulière : les bâtis existants à dimension patrimoniale ont vocation à être protégés et l'avenue des Indes requalifiée. Le pôle d'équipement du Parc des Deux Lacs est identifié comme polarité secondaire à conforter afin de poursuivre l'amélioration du cadre de vie dans ce secteur.

Enfin, la zone d'activités de Courtaboeuf est à proximité de voies de communications majeures (autoroute A10, ligne 18 du métro...) au sein d'un secteur en forte mutation. Il devenait impératif de repenser les moyens de se déplacer au sein et vers du Parc au regard de ce contexte changeant et des enjeux forts de transition environnementale. C'est pourquoi le Parc de Courtabœuf prévoit de recomposer ses mobilités par la création de pôles multimodaux, dont deux se situent à cheval entre Villebon-sur-Yvette et Villejust (au niveau du rond-point de l'avenue des deux lacs et au niveau des châteaux d'eau), et par le renforcement des itinéraires doux (vélos, piétons).

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

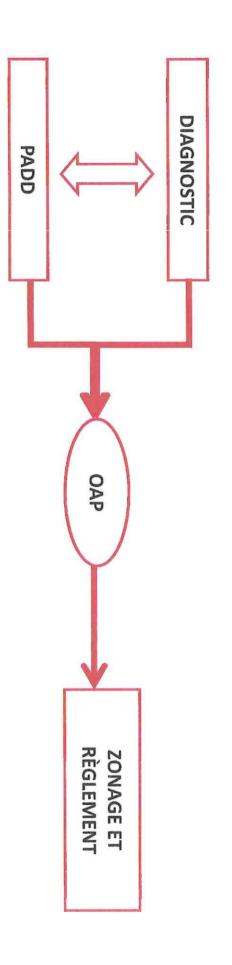
Publié le () 4 JUL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

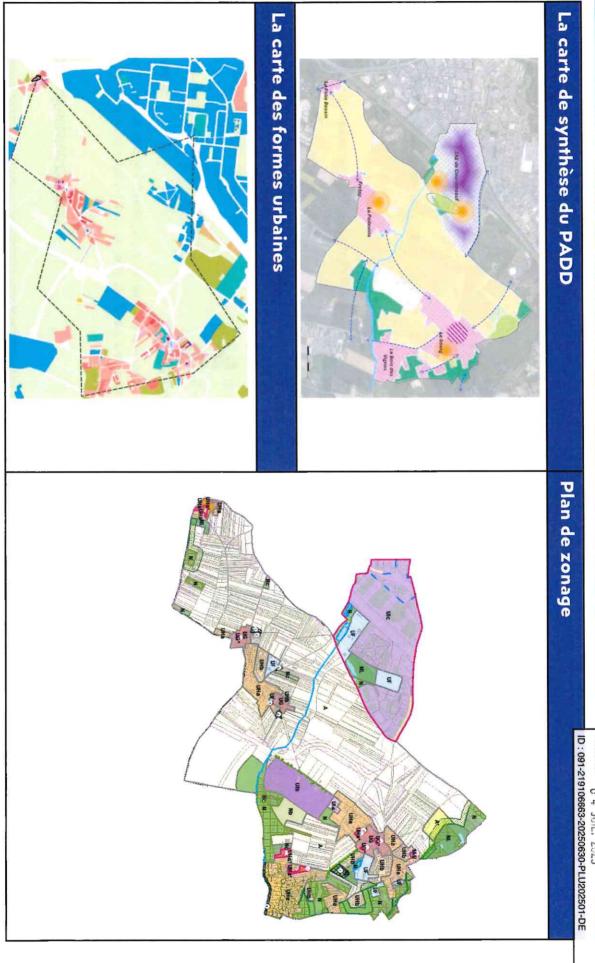
Justification de la délimitation des zones et du règlement

1- Motifs de la délimitation des zones

objectifs d'évolution, de préservation, de mise en œuvre de projets tels que définis dans les orientations du PADD complétées par les OAP. Le plan de zonage a été revu dans le cadre de la révision du PLU. Celui-ci s'appuie d'une part sur la réalité de l'occupation du sol et des formes urbaines existantes et d'autre part sur les



Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

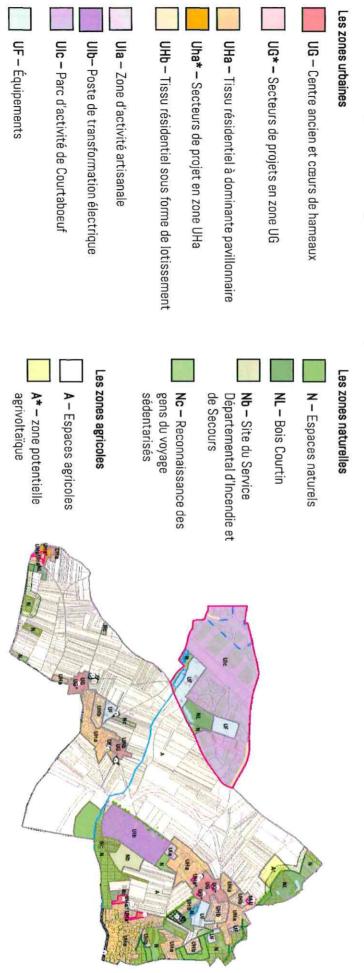
Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () () JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

1- Motifs de la délimitation des zones

zones du PLU se compose ainsi de trois grandes familles de zones, à savoir : Le plan de zonage a donc été élaboré à partir du PADD, en veillant à respecter les enseignements issus de l'analyse territoriale réalisée dans le diagnostic. Le plan de délimitation des



1AU – Secteur à urbaniser fermé à moyen ou long terme

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2-Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU

Les principales modifications de zonage :

anciens afin de mieux encadrer leurs évolutions Le zonage a été modifié pour mieux prendre en compte la spécificité des quartiers résidentiels et

Les changements de délimitation portent sur l'ensemble du territoire

Les zones urbaines :

correspondant aux sites d'OAP au sein du tissu ancien zone uniquement sur le tissu ancien traditionnel existant. Des sous-secteurs ont été délimités **Les zones de centre-bourg et cœurs de hameaux (UG)** ont été réduites de manière a recentrer cette

Le tissu pavillonnaire diffus (UH) a été réorganisé en deux sous-secteurs

- UHa « classique » qui se caractérise par une hétérogénéité du bâti et du parcellaire. Au sein de cette zone, un sous-secteur UHa* a été créé correspondant aux sites d'OAP
- Uhb correspondant au pavillonnaire « organisé » sous forme de lotissements déjà bâtis constitués, qui n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles constructions.

différents projets en cours sur la commune Certaines activités économiques (UI) ont vu leurs délimitations pour prendre en compte les

- La zone d'activité de Courtaboeuf a été totalement revue pour correspondre au projet en cours
- La nouvelle zone Ula permet de prendre en compte une future activité artisanale

principalement la zone d'activité de Courtaboeuf et dans un second temps une extension de la zone uniquement une zone UF. Chemin de Courtaboeuf. De plus leurs noms ont été simplifiés. Il n'y a plus d'indice, mais Concernant les zones d'équipements (UF), les changements de délimitations opérés concernent

Les zones naturelles et agricoles

meilleure prise en compte de l'occupation du sol et des projets existants Les zones naturelles (N) et agricoles (A) ont évolué par rapport au PLU actuel en raison d'une

Les zones Nc ont également évolué pour une meilleure prise en compte de la sédentarisation des

et installations légers liés à la fréquentation sportive ou à l'accueil de public De plus, une zone NL, correspondant au Bois Courtin a été créé afin d'autoriser des aménagements

d'énergies solaires La zone A*, en plus de sa vocation horticole permettra la création de dispositifs de production

Noyaux anciens denses

Ensemble bati dense en continuité du bourg

Pavillonnaire dense Ensembles bâti route de Nozay

et Hauts Villevents

Bois de Vignes

H

Bois des Vignes **Urbain mixte**

Clos des Erables

Centre ancien

Ajustement pour correspondre aux formes urbaines

lissu pavillonnaire

Redélimitation des zones en fonction de la densité et l'organisation du bâti

Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU

Dans un objectif de prise en compte de l'existant et d'un urbanisme maitrisé, le plan de zonage a été simplifié en réduisant le nombre de sous-secteurs et de zones dans le PLU révisé. Les zones UG et UH ont été redéfinies pour mieux prendre en compte les densités et formes urbaines existantes.

En termes de surface, il est noté une augmentation des zones naturelles N (+ 9,23 hectares) et une légère diminution des espaces agricoles (- 3,67 ha). Cela s'explique par la redéfinition des zones naturelles et agricoles pour mieux correspondre à l'occupation du sol existante. On note aussi l'augmentation des espaces urbanisés (+12,95 ha) notamment par la diminution des zones AU passées en zone U. La conservation des équilibres entre zones naturelles et agricoles et zones urbaines du territoire inscrite dans le PADD est donc bien traduite dans le zonage du PLU révisé.

AUIzb

AUIza

AU

1AUc 1AUg

Zone

Surface (en

Les objectifs de préservation des caractéristiques des quartiers résidentiels définis dans le PADD sont bien retranscrits dans le zonage. Notamment les zones UHa et UHb

N_C

Na ×

L'encadrement et l'urbanisme de projet souhaités dans le PADD se traduisent par la délimitation de zones 1AU encadrées par une 0AP sectorielles en extension et des zones indicé « * » en zone urbaine.

Notons enfin que ce PLU révisé est beaucoup moins consommateurs d'espaces naturels agricoles et forestiers. En effet les zones à urbaniser (AU) ont été drastiquement réduites passant de 18,9 ha à seulement 0,25 ha. Au delà de cette zone AU, la consommation d'ENAF, décrite en détail au chapitre : « 2-Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD » (p.21) reste bien dans la limite des 1 ha permis par le nouveau SDRIF-E.

UGB UHB UHB UHC UHC

PLUACTUEL

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

1101

Publié le

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

ha)	Surface (en %)	Zone	Surface (en ha)		Surface (en %)
1,59		1AU		0,25	0,05
2,04	0,38	A	-29	-297,97	55,48
1,65		A *		3,57	0,66
3,57		z	_	13,62	8,12
0,78		Nb		4,56	0,85
4,67		N _C		1,99	0,37
9,83		Z.		4,55	2,71
39,9		두		4,67	2,73
0,85		OG		9,53	1,80
1,5		UG*		0,32	0,06
6,48		UHa	2	17,80	8,90
4,56		UHa*		3,12	0,58
1,48		OHD		2,72	2,37
0,74		Ula		0,97	0,18
4,31		Ulb		16,06	2,99
2,82		Ulc	•	65,74	12,24
6,99					
2,48			PLU actue	Projet de	
3,64				PLU	(en na)
0,98		Z	55.51	64.74	+9.23
0,83		Z	00,01		
6,07		A	305,22	301,55	-3,67
0,25			157,61	170,56	4
9,24	3,58	ΔΙΙ	18,91	0,25	
		AU	10,01	0,10	20,00

^{*} Un delta de 0,3 ha existe entre le PLU actuel et le PLU révisé à cause du traitement SIG

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

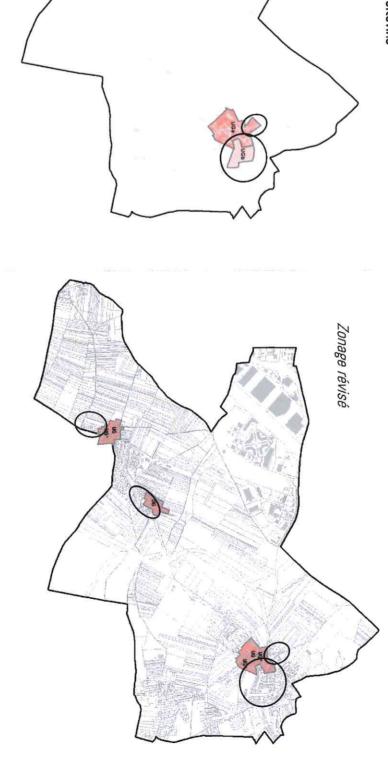
Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2-Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU





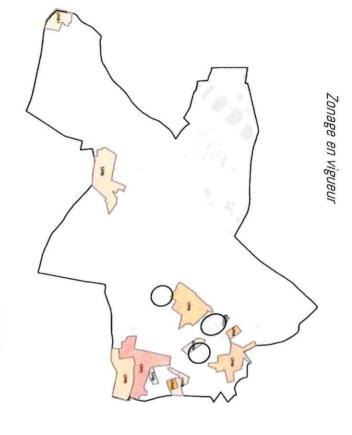
- Ajustement du périmètre de la zone UG, réduction de sa superficie, de manière à recentrer cette zone uniquement sur le tissu ancien traditionnel existant
- Création de secteurs UG* correspondant aux périmètres d'OAP

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025

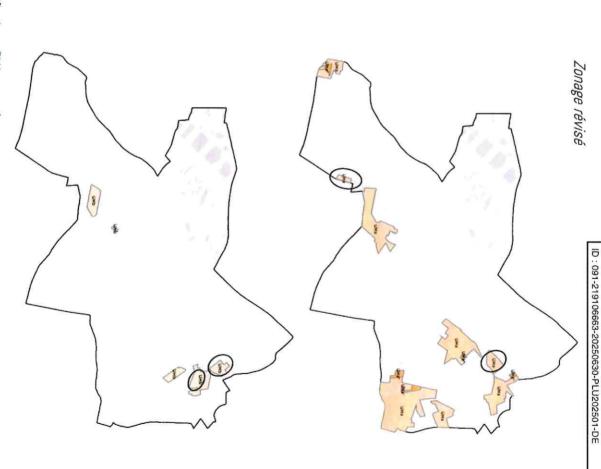
Publié le

2- Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU

Zone UHa : le tissu pavillonnaire diffus



- Réorganisation de la zone UH en 2 sous-secteurs :
- 1 zone UHa « classique » sur le « pavillonnaire diffus » qui se caractérise par une hétérogénéité aussi bien du bâti que du découpage parcellaire.
- 1 sous-secteur UHb sur le « pavillonnaire organisé », à savoir les lotissements déjà bâtis, constitués, qui n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles constructions
- Création de secteurs UH* correspondant aux périmètres d'OAP



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

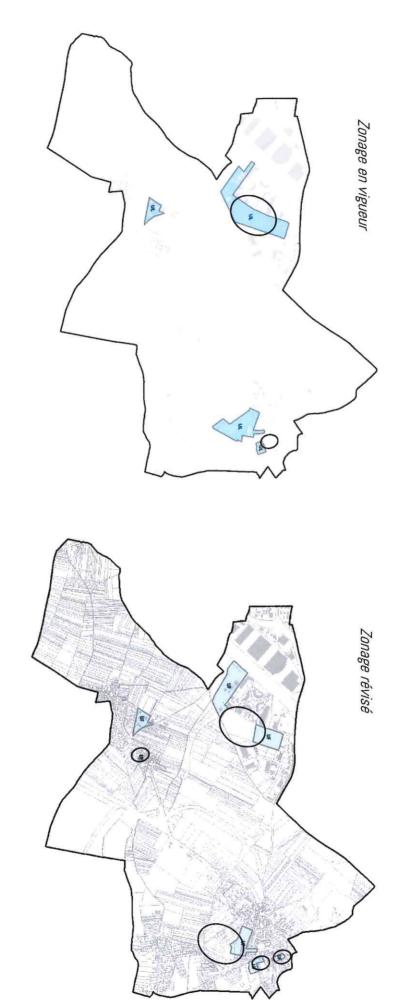
Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2-Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU

Zone UF : les équipements publics



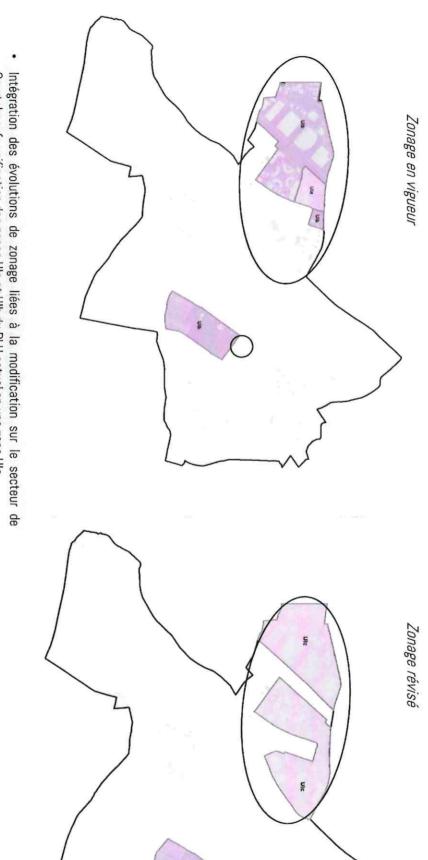
- Intégration des évolutions de zonage liées à la modification sur le secteur de Courtaboeuf : déclassement du parc des Deux Lacs
- Réduction significative de l'emprise de la zone UF du Bourg
- Ajout d'un nouveau secteur d'équipement au niveau de La Poitevine

Publié le [] 4 JUIL 2025 ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

2- Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU

Zones UI : les zones d'activités économiques



- Courtaboeuf : unification des zones Ula et Ulb du PLU actuel en une zone Ulc
- Création d'une zone Uld pour permettre l'installation d'un village d'artisans

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025

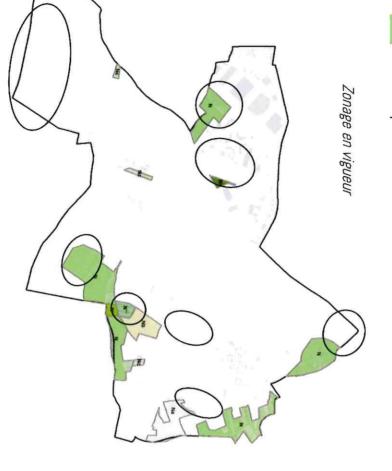
2-Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU

FOCUS sur la zone d'activités de Courtaboeuf



- Suppression des prescriptions relatives à la ZAC de Courtabœuf 9, et aux zones AUIza et AUIzb
- Ajout de linéaires commerciaux
- Ajout de zones humides à préserver
- Ajout du secteur de Cœur de Parc

2- Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU



ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE Publié le 0 4 JUL, 2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

- Reclassement des zones N** et Na en zone N
- aménagements et installations légers liés à la fréquentation sportive ou à l'accueil de Création d'une zone NL spécifique aux espaces de loisirs : autorisation des
- naturels) Quelques ajustements de reconnaissance de l'occupation du sol existante (espaces

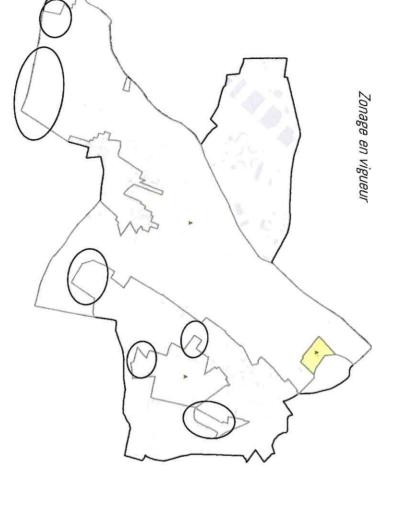


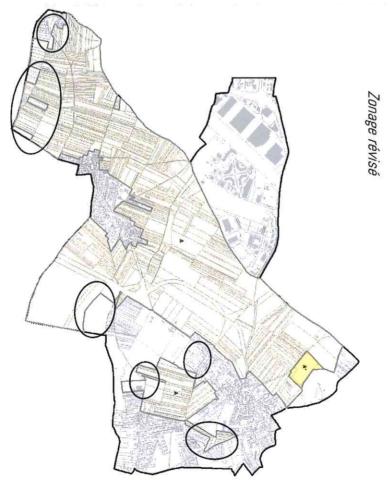
Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le 0 4 JUIL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2-Les modifications de zonage instaurées par la révision du PLU

Zone A: espaces agricoles





Peu d'évolutions de zonage, seulement des ajustements afin de reconnaître l'occupation du sol actuelle

3- Complémentarité du règlement avec les OAP

Le dispositif réglementaire vient compléter les orientations écrites et graphiques du document OAP :

avec les OAP portent sur les points suivants. Elles : Certains aspects peu ou pas traités dans les OAP doivent être réglementés pour veiller à une bonne intégration des nouvelles constructions. Ces dispositions complémentaires

- Précisent les destinations et sous-destinations autorisées dans les zones afin d'éviter tout problème d'interprétation des OAP,
- Précisent les règles d'implantation par rapport aux voies et aux limites séparatives. La non-réglementation de ces aspects pourrait être source de litige avec les riverains
- Précisent la hauteur métrée des constructions projetées au point le plus haut afin d'assurer un urbanisme de transition
- Imposent une végétalisation des unités foncières dans le respect des objectifs de l'OAP trame verte
- Permettent de réglementer les accès et les réseaux, d'eau, d'énergie,
- Encadrent les dispositions en faveur des énergies renouvelables compatibles avec les objectifs de l'OAP trame verte,
- Précisent le traitement de l'aspect extérieur des constructions notamment des façades, des devantures, des toitures et des clôtures,
- Précisent les exigences en matière de stationnement à réaliser par destination des constructions,
- Précisent le traitement des espaces libres et de la part de pleine terre.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le [] 4 JUIL, 2/2/3 ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

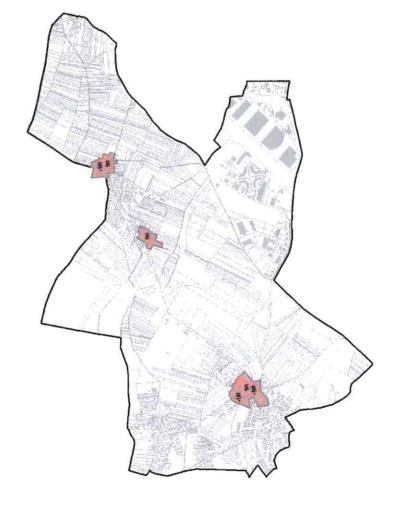
4- Justification des règles d'urbanisme instituées par le PLU

→ La zone UG

Les zones UG correspondent aux zones urbaines de type traditionnel de la commune. Il s'agit des noyaux anciens denses sur le bourg et les hameaux de la Poitevine et de Fretay. Ces zones sont destinées à recevoir en priorité de l'habitat, des activités compatibles avec cette dernière et des équipements. Toutes les constructions et installations nouvelles doivent se faire dans une bonne insertion paysagère du site.

Cette zone se caractérise par une organisation dense et un bâti ancien, implanté généralement à l'alignement constituant ainsi des ensembles architecturaux cohérents, continus et de qualité.

Le sous sous-secteur UG* correspond à des secteurs de projet spécifiques qui nécessitent quelques dispositions règlementaires particulières pour garantir la mise en oeuvre des projets qui sont par ailleurs encadrés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).



→ La zone UG

	ou public
	Autres équipements recevant
	Lieux de culte
	Equipements sportifs
	Salles d'art et de spectacles
	d'action sociale
	d'enseignement, de santé et
	Établissements
	et assimilés
	des administrations publiques
	Locaux techniques et industriels
	assimilés
	administrations publiques et
	Locaux et buréaux des
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	ÉQUIPEMENT
	ligne
	Cuisine dédiée à la vente en
	d'exposition
	Centre de congrès et
	Bureau
	Entrepôt
	Industrie
AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	AUTRES ACTIVIT
	Autre hébergement touristique
	Commerce de gros
	Cinéma
	Hôtel
	dientele
	s'effectue l'accueil d'une
	Activités de services où
	Restauration
	cétail
	Artisanat et commerce de
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES	
	Hébergement
	Logement
HABITATION	
Interdites Autorisées Autorisées sous conditions particulières	Sous destinations lints

L'objectif de cette zone est de protéger les tissus de bourg et de conforter les pôles de proximité qu'ils représentent en termes de services, de commerces, d'accès aux transports en commun etc.

Sont donc autorisées en zone UG toutes les constructions à destination de logements, d'équipements ou d'activités permettant l'attractivité du lieu.

→ La zone UG

Règles	Règles dans le PLU révisé	Evolution du PLU
Par rapport aux voies ou emprises publiques	 soit à l'alignement, soit en retrait avec un recul de 3 mètres minimum, avec maintien de la continuité bâtie (mur de clôture) 	La règle a évolué pour tenir compte de l'implantation des constructions existantes, à l'alignement pour la partie ancienne du cœur de ville et en retrait pour les constructions de type maison de ville afin de conserver une harmonie si de nouvelles constructions étaient réalisées.
Par rapport aux limites séparatives	 Soit sur une ou plusieurs limites séparatives, Soit en retrait avec 8m avec vues, 3m dans le cas contraire 	La règle à peu changé. Il n'y a que la distance en cas de vue qui est passé de 2,5 mêtres à 3 mètres.
Par rapport aux autres constructions sur une même propriété	8m si vues , 4m dans le cas contraire	Pas de modification
Hauteur maxi des	En UG : $R + 2 + combles$ et 9 mètres à l'égout du toit et 12 mètres au faîtage.	La hauteur au faîtage n'a pas évolué, seule la hauteur à l'égout a été ajoutée en cohérence avec les autres zones du PLU pour éviter des ensembles collectifs hauts
COLOR	En UG*: Une hauteur plus importante pourra être autorisée ponctuellement pour des motifs architecturaux et sous condition de ne pas dépasser la hauteur du clocher de l'église	ne s'intégrant pas avec le centre-ville historique.
Emprise au sol maxi	En UG: • 70 % maximum pour les 300 premiers m² de l'unité foncière, • 50 % maximum pour les 300 m² suivants de l'unité foncière, • 30 % maximum au-delà de 600 m² de l'unité foncière.	Le PLU actuel ne réglemente pas l'emprise au sol. La nouvelle règle permet d'adapter l'emprise au sol en fonction de la taille des parcelles, pour permettre une évolution douce pour tout type de parcelle et préserver au maximum des espaces non-bâtis. La zone UG* permet une emprise importante pour mettre en place les projets en
	En zone UG* : 70% de l'unité foncière.	densification du tissu urbain existant prévus par les OAP.
Espaces verts mini de pleine terre	En zone UG: • 10% pour les 300 premiers m² de l'unité foncière, • 30 % minimum pour les 300 m² suivants de l'unité foncière, • 50 % minimum au-delà de 600 m² de l'unité foncière.	Le PLU actuel fixait la règle suivante : « 50% au moins des espaces libres non bâtis et non occupés par des aires de stationnement doivent faire l'objet d'un traitement végétalisé de qualité ». Cette règle ne permettait pas de conserver efficacement des espaces de jardin dans le centre village. La règle est donc ajustée en remplaçant la notion d'espaces disponible par la notion de pleine terre, et en
	En zone UG* : La superficie minimale d'espace vert de pleine terre est fixée à 10% de l'unité foncière.	appliquant le principe inverse du principe de l'emprise au sol. De ce fait, l'ensemble des parcelles ont des obligations de conserver de la pleine terre en fonction de la taille de la parcelle, permettant la préservation de la nature en ville et une meilleure infiltration des eaux de pluie.

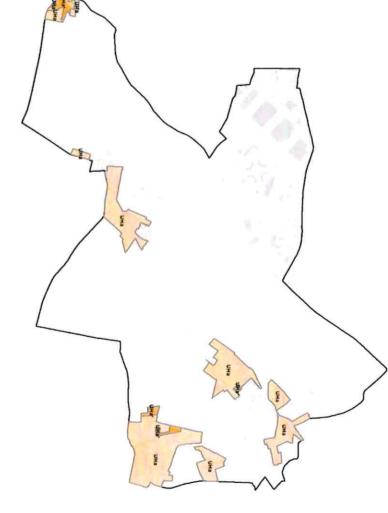
Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le () 4 JUIL, 2025
ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone UHa

Les zones UHa correspondent au tissu à dominante pavillonnaire qui s'est développé en périphérie des noyaux urbains anciens et denses. Elles regroupent ainsi les extensions plus ou moins récentes des secteurs urbanisés du territoire communal qui se distinguent de l'habitat traditionnel de la zone UG.

Elles sont destinées à recevoir une densification mesurée sans pour autant dénaturer les caractéristiques de ces ensembles qui ont une vocation résidentielle et qui sont marquées par des espaces verts de jardin.

Le sous-secteur UHa*correspond à des secteurs de projet spécifiques qui nécessitent quelques dispositions règlementaires particulières pour garantir la mise en oeuvre des projets qui sont par ailleurs encadrés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone UHa

Interdites	Autorisées	Autorisées sous conditions particulières
1.0	HABITATIO	4
COMMERC	ES ET ACTIVITE	S DE SERVICES
TIVITÉS DES	SECTEURS SE	AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES
		Dans la limite de 60 m² maximum de SDP
MENTS D'INT	TÉRÊT COLLECT	TIF ET SERVICES PUBLICS
XPLOITATIO	NIS AGRICOLES	ET FORESTIÈRES
	COMMERC COMMER	EQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS de et

La zone UHa a une vocation résidentielle et est majoritairement composée de logements individuels érigés de manière « spontanée ».

Seules sont interdites les destinations et sous-destinations qui risqueraient de générer des nuisances au sein des quartiers résidentiels.

Les équipements publics y sont autorisés.

L'objectif de la zone UHa est de venir protéger les quartiers pavillonnaires de Villejust, conformément aux orientations du PADD.

Les zones UHa* recouvrent les secteurs concernés par une OAP.

→ La zone UHa

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

		Evolution du DI II
Règles	Regies dans le PLU revise	ביסומגוטויטע ו בס
Par rapport aux voies	Zone UHa : recul de 6 mètres minimum par rapport à l'alignement.	La distance de recul est augmentée d'1 mètre afin de mieux intégrer les nouvelles constructions à la trame bâtie existante. Seules les constructions situées dans des secteurs d'OAP conservent la
on empress puonques	Zone UHa *: recul de 5 mètres minimum par rapport à l'alignement.	règle de recul existante afin de permettre la densification de ces secteurs exigée par le SDRIFe.
Par rapport aux	Zone UHa :	La règle a peu évolué, seule la distance en cas de vue qui est passé de 2,5 mètres à 3 mètres en
limites séparatives	 Soit sur une limite séparative maximum et en retrait des autres limites. 	zone UHa.
	Soit en retrait de toutes les limites séparatives avec 8m si vues et 3m dans le cas contraire	
	12 mètres depuis au moins une des limites séparatives. Zone UHa*:	
	 Soit sur une ou plusieurs limites séparatives, Soit en retrait avec 8m si vues et 2,5m dans le cas contraire 	
Par rapport aux autres	Zone UHa:	La distance entre deux constructions est fortement augmentée en zone UHa, afin de préserver le
constructions sur une	 16m si vues et 6m dans le cas contraire Zone UHa*: 	cadre paysager des quartiers pavillonnaires et d'éviter les divisions parcellaires qui nuiraient à la tranquillité de ces secteurs. Dans les secteurs UHa*, les règles actuelles sont maintenues afin de
	8m si vues et 4m dans le cas contraire	permettre la densification de ces secteurs exigée par le SDRIFe. The bouteur au faîtage a été aigurée en zone IIII a afin de mieux maîtriser la bauteur et le cabarit
nauteur iliaxi des	La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 1 pu R	
constructions	+ 1 + combles et 7 mètres à l'égout du toit ou au point haut	and our rection.
	de l'acrotère et 9 mètres au faîtage.	La hauteur est légèrement augmentée en zone UHa* afin de permettre des formes urbaines plus denses mais néanmoins maîtrisées
	La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 1 ou R	
	+ 1 + combles et 7 mètres à l'égout du toit ou au point haut de l'acrotère et 10 mètres au faîtage.	
Emprise au sol maxi	Zone UHa : • 30% de l'unité foncière	Le PLU actuel ne réglemente pas l'emprise au sol. Il semblait primordial de fixer une règle au sein des secteurs pavillonnaires, afin d'éviter une trop forte artificialisation des sols. La règle a été
	Zone UHa*:	definie au regard des emprises au soi existantes sur ces secteurs, afin de permettre la creation de constructions d'emprises confortables à destination d'habitat
	• 60% de l'unité foncière	La zone UG* permet une emprise plus importante pour mettre en place les projets en densification du tissu urbain existant prévus par les OAP.
Espaces verts mini de	Zone UHa :	La règle est ajustée en remplaçant la notion d'espaces disponible par la notion de pleine terre, et en
pleine terre	• 60% de l'unité foncière	appliquant le principe inverse du principe de l'emprise au sol. De ce fait, l'ensemble des parcelles
	• 25% de l'inité foncière	ont des obligations de conserver de la pleine terre, permettant la preservation de la nature en ville
	20% de l'allice la laciele	et une meilleure inflitration des eaux de pluie.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le 0 4 JUL 2025 ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone UHb

Les zones UHb correspondent au tissu pavillonnaire qui s'est développé en périphérie des noyaux urbains anciens et denses. Elles regroupent les extensions plus ou moins récentes des secteurs urbanisés du territoire communal qui se sont faites sous la forme de lotissements pavillonnaires relativement denses (maisons en bande, maisons groupées, maisons de ville).

Ces lotissements très structurés et entièrement bâti n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles constructions. Le règlement prévoit et encadre uniquement des évolutions et extensions possibles des constructions existantes sans pour autant dénaturer les caractéristiques de ces ensembles.



→ La zone UHb

gement COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES Tar et commerce de Tarston Fais de services où Sid e services où Batca de gros AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES AUTRES ACTIVITÀES DE SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES AUTRES ACTIVITÉS DE SECTEURS SECONDAIRES ET		Exploitation forestière
commerce ds et commerce ds et commerce ds et services où de services où et agens AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SE		Exploitation agricole
nent COMMERCES ET ACTIVITÉ et commerce de et commerce de foin foin fois services où de services où autres ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS D'INTÉRÊT COLLECT bureaux des ations publiques et chniques et industriels foiniques et industriels foiniques et industriels foiniques et industriels forments forments de santé et cociale re et de spectacles re et de spectacles re et de spectacles rest sportifs uite	ATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES	EXPLOIT
COMMERCES ET ACTIVITÉ E Litique Liti		du public
COMMERCES ET ACTIVITÉ E Listique Listique TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC LISTIQUE LI		Autres equipements recevent
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ Istique ITRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TIRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TIRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC LIQUES IS et Iques Idues Idues Idues		Lieux de cuite
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ Istique IRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEUR		Équipements sportifs
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ Istique TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS S		Salles d'art et de spectacles
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ Istiqua Istiqua ITRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TIRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEURS SEC TIRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEURS SEC TIRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SE		d'action sociale
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ Istique ISTIRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC IRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEUR		d'enseignement, de santé et
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ Istique ITRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TIRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEURS SECTIONS TIRES ACTIVITÉS DES SECTIONS TIRE		Établissements
COMMERCES ET ACTIVITÉ COMMERCES ET ACTIVITÉ LISTIQUE		et assimilés
COMMERCES ET ACTIVITÉ a istiqua Istiqua ISTITRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTE		des administrations publiques
COMMERCES ET ACTIVITÉ E Istique Istique TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES D'INTÉRÊT COLLECT ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECT		Locaux techniques et industriels
COMMERCES ET ACTIVITÉ istique istique TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC		assimilés
COMMERCES ET ACTIVITÉ COMMERCES ET ACTIVITÉ EXTIGUE INTES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEUR		administrations publiques et
COMMERCES ET ACTIVITÉ a commerces et activité istique istique TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC TRES D'INTÉRÊT COLLECT EQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECT		Locaux et bureaux des
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTEUR	D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	ÉQUIPEMENTS
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTIONS SECTION		ligne
COMMERCES ET ACTIVITÉ a COMMERCES ET ACTIVITÉ TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECTIONS SECTION		Cuisine dédiée à la vente en
COMMERCES ET ACTIVITÉ E TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC		d'exposition
COMMERCES ET ACTIVITÉ E TRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SEC		Cantre de congrès et
gement COMMIERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ITATE ET COMMIERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ITATION ITATION LIVE PACCUEI d'une ELLE ELLE ELLE ELLE ELLE ELLE ELLE EL	Cans la limite de 150 m² maximum de SDP	Bureau
gement COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ITATION COMMIERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES COMMIERCES ET ACTIVITÉS DE SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES ITATION COMMIERCES ET ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES ITATION COMMIERCES ET ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES		Entrepôt
gement COMMIERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ITATION ITA		industrie
gement COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES nat et commerce de nat et commerce de iration tue l'accueil d'une ple le de gros hébergement touristique	S DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	AUTRES ACTIVITÉ
		Autre hébergement touristique
		Commerce de gros
		Cinéma
		Hone
		clientele
ommerce de		s'effectue l'accueil d'une
ommerce de		Activités de services où
ommerce de		Restauration
ommerce de		détail
		Artisanat et commerce de
Mant	MERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES	Hébergement
		Logement
HABITATION	HABITATION	
Sous-destinations linterates Autorisees Autorisees sous conditions particulieres		

La zone UHb a une vocation résidentielle et est composée de logements individuels sous forme de lotissements.

Sont interdites les destinations et sous-destinations qui risqueraient de générer des nuisances au sein des quartiers résidentiels. Les équipements publics y sont autorisés.

4- Justification des règles d'urbanisme instituées par le PLU

→ La zone UHb

Ses	existantes, et légalement autorisées, à la date	_
		permettre que « la pièce en plus » sous forme d'extension. A ce titre
Par rapport aux	Les extensions des constructions existantes, et légalement autorisées, à la date d'approbation du présent règlement peuvent être implantées sur une des limites séparatives latérales maximum sous condition qu'elles :	toute autre forme de construction est interdite, afin de préserver d'une part l'homogénéité urbaine et architecturale de ces ensembles et d'autre part les espaces non-bâtis existants sur ces parcelles de petite
 constituent le prolongement d'une construction déjà implantée en limite séparative ; et de ne pas comporter d'ouvertures ou de baies. 	ction déjà implantée en limite séparative ; baies.	taille.
Par rapport aux La construction de plusieurs bâtiments est interdite sur un même terrain ou un même lot	nterdite sur un même terrain ou un même lot	
autres hors annexes constructions sur		
une même propriété		
Hauteur maxi des La hauteur des constructions existantes doit être conservée. Aucune surélévation n'est constructions autorisée.	t être conservée. Aucune surélévation n'est	
La hauteur maximale des extensions des constructions existante du présent règlement est fixée à 3,5 mètres au point le plus haut.	La hauteur maximale des extensions des constructions existantes à la date d'approbation du présent règlement est fixée à 3,5 mètres au point le plus haut.	
Emprise au sol maxi L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à l'emprise des constructions existantes à la date d'approbation du présent règlement augmentée de 25 m² maximum hors annexes	s est fixée à l'emprise des constructions nt règlement augmentée de 25 m² maximum	
Espaces verts mini Les espaces verts de pleine terre existants doivent être conservés à l'exception des de pleine terre sous réserve de conserver au moins 30 % de la superficie du terrain.	doivent être conservés à l'exception des extensions et des annexes autorisées et	

Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE Publié le 0 4 JUL 2025

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

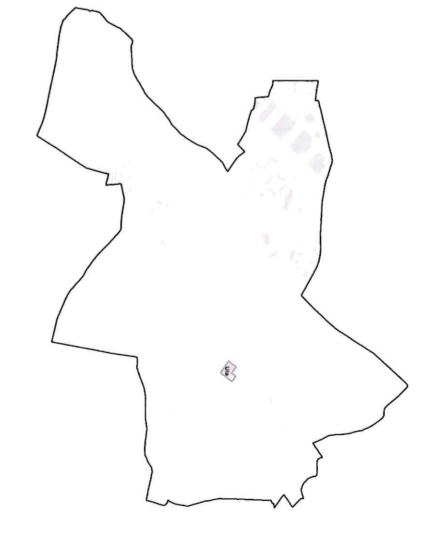
Publié le () 4 JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone Ula

La zone Ula correspond à une petite zone d'activités artisanales qui se situe à la jonction entre le Poste de Transformation Électrique de Villejust et la partie urbanisée du bourg.

Le règlement a pour objectif de permettre le développement de petites activités artisanales tout en ayant une attention particulière à la qualité paysagère du site qui joue un rôle de transition entre le Poste de Transformation Électrique très prégnant dans le paysage et les zones d'habitat.



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone Ula

Sous-de-dinabons linker	Interdites Autorisées Autorisées sous conditions particulières
	навпатом
Logement	d'être strictement réservées aux personnes dont la présence est indispensable au
Hébergement	fonctionnement ou au gardiennage des activités ou équipements axistant ou à créer dans la zone.
MOD	COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES
Artisanet et commerce de	
Restauration	
Activités de services où	
s'effectue l'accueil d'une	
Hôrel	
Cinéma	
Commerce de gros	
Autre hébergement touristique	
AUTRES ACTIVIT	AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES
Industrie	
Entrapôt	d'être lié et strictement nécessaire à une destination et activité autorisée au sein de la zone.
Bureau	
Centre de congrès et	
d'exposition	
Cuisine dédiée à la vente en	
ÉQUIPEMENTS	ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS
Locaux et bureaux des	
administrations publiques et	
togate rechniques et industrials	
des administrations publiques	
et assimilés	
Etablissements	
d'action sociale	
Sailes d'art et de spectacles	
Équipements sportifs	
Lieux de cuité	
Autres équipements recevant	
du public EXPLOI	EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES
Exploitation aspends	
Exploitation forestiere	

La zone Ula a vocation à accueillir un village d'artisanat.

Ainsi, sont autorisées les constructions à destination d'activités de commerces, d'artisanat, de bureau, ainsi que toutes les fonctions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

L'entrepôt et l'habitat ne sont pas les destinations principales du secteur mais sont autorisées sous conditions, notamment de bonne insertion environnementale, paysagère et en termes de nuisances.

→ La zone Ula

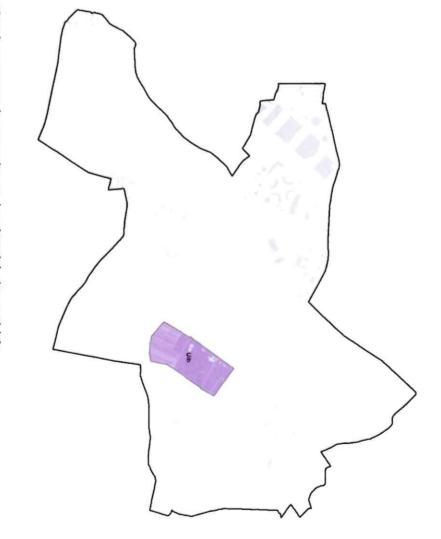
Règles	Règles dans le PLU révisé	Evolution du PLU
Par rapport aux voies ou	En retrait de 5 m minimum de l'alignement	La zone Ula est créée dans le cadre de la présente révision.
emprises publiques		Les règles définies pour cette zone permettent la création d'un secteur d'activités artisanales à proximité immédiate d'un tissu navillonnaire. L'enieu de cette zone était ainsi de ne nas contraindre l'implantation de
Par rapport aux limites séparatives	Toute construction nouvelle doit être implantée : • Soit sur une ou plusieurs limites séparatives, • Soit en retrait d'au moins 4m	bâtiments d'activités tout en veillant à ne pas générer trop de nuisances pour les secteurs résidentiels voisins.
		Sont ainsi fixées des règles visant à un retrait des voies publiques et des limites séparatives ou en encore à une hauteur similaire à celles des quartiers d'habitation afin de ne pas défigurer le paysage urbain. L'emprise au sol et la pleine terre définies permettent une taille de construction confortable pour des activités d'artisanat, tout en permettant des espaces dédiés aux circulations et stationnement
Par rapport aux autres constructions sur une même propriété	Non réglementé	nécessaires à ce type d'activités, et en préservant les sols d'une artificialisation massive.
Hauteur maxi des constructions	10 mètres au point le plus haut	
Emprise au sol maxi	60 % de la superficie de l'unité foncière	
Espaces verts mini de pleine terre	25% au moins des espaces libres non bâtis et non occupés par des aires de stationnement doivent faire l'objet d'un traitement végétalisé de qualité.	

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

→ La zone Ulb

La zone Ulb correspond au Poste de Transformation Électrique de Villejust.

Sous-destinations	Interdites	HABITATION	Autorisees sous conditions particularies
Logement			D'être strictement réservées aux personnes dont la présence permanente est indispensable
Hébergement			l'entretien ou la surveillance ou le fonctionnement des équipements.
	COMMERCI	S ET ACTIVITI	COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES
Artisanat et commerce de			
détai			
Restauration			
Activités de services où			
s'affectue l'accueil d'une			
chentèle			
Hôtel			
Cinéma			
Commerce de gros			
8	THIT SE DEC	33 34(131,033	ANTORE ATTUITÉ DE CECTELISE CECONDAIDES ET TERTIAIDES
Industrie			
Entrépôt			Contraction a Factorial Accommendment of the
Bureau			THE RESERVE OF THE PARTY OF THE
Centre de congrès et			
d'exposition			
Cuitine dédiée à la vente en			
Bigne			
ÉQUIPEN	IENTS D'INT	ÉRÊT COLLECT	EQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS
Locaux et bureaux des			
assimilés			
Locaux rechniques et industriels			
des administrations publiques		ļ	
et assimilés			
Etablissements			
d'enteignement, de sante et			
salles d'art et de sociacies			
Equipements sportifs			
Lieux de cuite			
Autres équipements recevant			
du public			
B	PLOITATIO	VS AGRICOLES	EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES
Exploitation agricole			
Exploitation forestiers			
the state of the state of the state of			



Le règlement vise à permettre la poursuite et la pérennité des activités spécifiques liées à cette infrastructure tout en évitant un impact trop important sur le paysage urbain de Villejust.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone Ulb

Espaces verts mini de 25% pleine terre l'objet	Emprise au sol maxi Non re	Hauteur maxi des 9 mèt constructions	Par rapport aux autres 10m r constructions sur une même propriété	Par rapport aux limites En ret séparatives vue, 5	Par rapport aux voies ou Recul amprises publiques	Règles
25% au moins des espaces libres non bâtis et non occupés par des aires de stationnement doivent faire l'objet d'un traitement végétalisé de qualité	Non réglementé	9 mêtres au point le plus haut	10m minimum	En retrait des limites séparatives avec 8 mètres minimum si vue, 5 mètres minimum dans les autres cas.	Recul de 10 m minimum de l'alignement	Règles dans le PLU révisé
Pas de modification	Pas de modification	La hauteur est abaissée à 9 mètres au lieu de 13 mètres dans le PLU actuel, afin d'éviter que les constructions viennent impacter le paysage urbain de la commune.	Pas de modification	Pas de modification	Pas de modification	Evolution du PLU

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

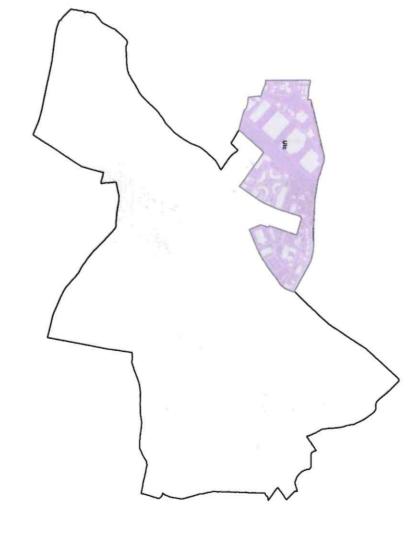
Publié le () 4 JUL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone Ulc

La zone Ulc correspond au parc d'activités de Courtaboeuf, important parc tertiaire et technologique qui s'étend sur les communes des Ulis, de Villebon-sur-Yvette et donc de Villejust.

Le règlement de cette zone vise à permettre le développement de ce pôle économique majeur et stratégique au sein de la Communauté d'Agglomération de Paris-Saclay tout en prenant en compte les enjeux forts d'adaptation du Parc d'activités aux enjeux de transition environnementale.



Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le [] 4 JUL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone Ulc

			C 6
Logement			dont la présence ezt indispensable au fonctionnement ou au gardiennage des
			activités ou équipements existant ou à créer dans la zone,
			être aménagés dans le volume des
Hebergement			ou que leur surface de plancher n'excède
			pas 100m² et limités à 1 logement par unité foncière.
Ω	MMERCE	S ET ACTIVITÉ	COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES
			que les nuisances et les dangers soient
-511			maîtrisés eu égard à l'environnement de la
			zone.
			de correspondre aux conditions cumulatives ci-
			epres : - être situées dans les secteurs délimités sur
			l'OAP « Courtoboruf » avec la légende
			« Favoriser la relocalisation de commerces et
			services, présents dans d'autres secteurs en
			permettant une augmentation de la surface
			de plancher dans la limite de 300m² »,
			constituer la relocalisation d'un commerce
			existent dans la zone,
Additional to the control of the			presented and service de la construction
Oetes			relocalisée augmentée au maximum de
			300m² de surface de plancher,
			pour les extensions de constructions existantes
			ayant déjà fait l'objet d'une autorization, de
			après :
			- être situées dans les secteurs délimités sur
			l'OAP « Courtoboauf » avec la légande
			« Favoriser la relocalisation de commerces et
			services, () »,
			présenter une surface de plancher totale
			n'excédant pas celle de la construction
			existante augmentée au maximum de 300m²

	_	_					-33	_	_					-								_			٠	_			_					_		_				_								
										clientèle	s'effectue l'acqueil d'une	Activités de services ou										,						7401			Restauration			•					 				, _	-12				
											d'ene	#5 0H								-		(2-111)											-									-						
7.1	apres:	con	eve	pou							9	ď	10		7	· ·	apr	de	<u></u>	i de	d'è	zone.	m	Que	_		i die	70		•			Obs.	0. 1		2. 1		exit	ven	exic	nod.			7	-		con	97.0
POAP « Courtobosuf » avec la légende	TAS :	correspondre aux conditions cumulatives ci-	ayant déjá fait l'objet d'une autorisation, de	pour les extensions de constructions existantes	300m² de surface de plancher,	relocalisée augmentée au maximum de	n'excédant pas celle de la construction	présenter une surface de plancher totale	existant dans la zone,	constituer is relocalisation d'un service	de plancher dans la limite de 300m² »,	permettant une augmentation de la surface	services, présents dans d'autres secteurs en	« Favoriser la relocalisation de commerces et	POAP « Courtabosuf ≈ avec la légende	être situées dans les secteurs délimités sur	après :	de correspondre aux conditions cumulatives di-	151-16 du Code de l'urbanisme.	identifiés au plan de conage au titre de l'article	d'être situées sur les linéaires commerciaux		maîtrisés eu égard à l'environnement de la	que les nuisances et les dangers soient	hóteliers.	constructions à destination d'hébergements	être intégrées au sein du volume des	Porter le projet de Cœur de port () 3.	COAP « Courtabosuf » avec la légende «	être situées dans le secteur délimité sur	l'article L151-16 du Code de l'urbanisme.	identifiés au plan de zonage au titre de	être situées sur les linéaires commerciaux	Ci-apper:	Topo at de porternament à l'une des conditions	prises an abard a Convincement de la	oue les nuicances et les dangers soient	existante à dace d'approbation du présent PLU.	vente de plus de 5% de la surface de vente	existantes, de ne pas augmenter la surface de	pour les réhabilitations de constructions	n'excédant pas 300 m².	présenter une surface de plancher totale	Porter le projet de Cœur de parc () %	l'OAP « Courtobœuf » avec la légende «	être situées dans le secteur délimité sur	conditions ci-après :	et extension), de correspondre à l'une des

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le () 4 JUL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone Ulc

	services, () ",	
	 présenter une surface de plancher totales n'excédent pas celle de la construction 	e de plancher totale de la construction
	de surface de plancher.	de surface de plancher.
	pour les constructions (nouvelles constructions	nouvelles constructions
-	et extension), de correspondre à l'une des	pondre à l'une des
	conditions ci-après :	
	- être situées dans le secteur délimité sur	ecteur délimité sur
	Parter le projet de Coeur de parc () »	eur de parc () »
	présenter une surface de plancher totale	e de plancher totale
	pour les réhabilitations de constructions	de constructions
	existantes, de ne pas augmenter la surface de	gmenter la surface de
	vente de plus de 5% de la surface de vente	la surface de vente
	existante à date d'appr	existante à date d'approbation du présent PLU.
	que les nuisances et les dangers soient	dangers soient
00000	maitrisés eu égard a l'environnement de la	vironnement de la
	commerciaux identifiés au plan de zonage au	au plan de zonage au
Autre hebergement touristique	titre de l'article L 151-16 du Code de	6 du Code de
	Purbancime.	
Cinéma	que les nuisances et les dangers soient	dangers soient
Commerce de gros	zone.	
AUTRES ACTIVIT	AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	ES
	que les nuisances et les dangers soient	dangers soient
Industrie	maîtrisés eu égard à l'environnement de la zone	vironnement de la
	que les nuisances et les dangers soient	dangers scient
	maîtrisés eu égard à l'environnement de la	wironnement de la
no the contract of the contrac	existences on a presentation and accorded	torisées dans la tone
Entrapor	dans une limite de 70% de la surface de	de la surface de
	plancher de la construction à destination	tion à destination
	d'activité.	
Bureau		
Centre de congrès et	Out in the second of the	dangers enjant majoricas
o'expesition	que es musances en les cangers soient	que es minsances en es parigers solem mainises
Culsine dédiée à la vente en	and any other party of the part	THE PERSON
igne		
	EQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	
Locaux et horeaux des		
administrations publiques et		
The state of the s		
des administrations publiques		
et azzimilés		
Etablissements		
e dividigation of the second of		

Exploration agricole Exploration agricole
--

L'objectif est de poursuivre le développement d'un quartier regroupant de grandes entreprises, en renforçant la vocation tertiaire du site et en permettant aux entreprises existantes de se maintenir et d'évoluer selon leurs besoins.

Commerces et services : La zone d'activités a vocation à développer davantage les activités tertiaires, industrielles et artisanales. Pour autant, de nombreux commerces et activités de services sont existants et nécessaires au bon fonctionnement du Parc. Le règlement doit permettre leur pérennité et leur évolution. Leur localisation et leur superficie est encadrée, en suivant les principes de l'OAP, pour permettre une implantation de qualité.

Restauration : La zone d'activités se structure autour du Cœur de Parc, identifié à l'OAP « Courtabœuf », et des pôles secondaires du Grand Dôme (Villebon-sur-Yvette) et du parc des Deux Lacs. L'objectif est de permettre une plus grande concentration de services à destination des usagers du parc d'activités, notamment de commerces de restauration, au sein de ces centralités.

<u>Hébergement hôtelier</u>: On constate un déficit d l'offre actuelle en matière d''hébergement hôtelier. Cette destination est donc fléchée vers des linéaires spécifiques, afin de laisser la primauté aux activités tertiaires, industrielles et artisanales sur le reste de la zone. Il est souhaité l'implantation d'un hébergement hôtelier de qualité, visant l'hébergement d'usagers ponctuels de la zone d'activités.

<u>Entrepôt :</u> La surface de plancher des entrepôts est limitée afin d'éviter une prépondérance de grands locaux de stockage au sein d'un Parc à vocation productive et technologique.

→ La zone Ulc

Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le [] [4][][], 2[2]
ID : 091-219106663-20250630-PLU3 Envoyé en préfecture le 03/07/2025

28	ï	
0630-PLL	C111	
J202501		
ĐE.		

Dànles	Pàgles dons le DI II révisé	Evolution du PLU
in Broom		Afin de concerver le cohérence avec les implantations hâties existantes, aujourd'hui implantées entre 3
Par rapport aux voies ou emprises publiques	 Commerce: soit à l'alignement, soit en retrait avec un recul de 3 mètres minimum et 5 mètres maximum des voies et emprises publiques. Toutefois, pour le secteur Courtaboeuf 7, cette distance est portée à 10 mêtres. 	Afin de conserver la cohèrence avec les implantations bâties existantes, aujourd'hui implantées entre 3 mêtres et 5 mêtres des voies et emprises publiques, les marges de reculement précédemment inscrites au plan de zonage sont conservées. Une marge de reculement spécifique est définie pour les constructions à destination de commerce, afin d'assurer un front bâti harmonieux et animé dans les secteurs qui seront les pratiqués par les usagers du Parc.
	Autres constructions: Retrait de 5m minimum	
Par rapport aux limites	 Soit sur une ou plusieurs limites séparatives, 	Une liberté est permise en termes d'implantation par rapport aux limites séparatives, afin de ne pas bloquer les entreprises souhaitant s'installer ou se développer.
séparatives	 Soit en retrait d'au moins égale à 3,5 mètres. 	Un retrait plus important est toutefois imposé en limite d'OAP, afin de protéger les habitations voisines des nuisances éventuelles du parc, et également de préserver une transition paysagère et de biodiversité avec les espaces boisés et agricoles alentours.
Par rapport aux autres constructions sur une même propriété	Non réglementé	Il n'est pas fixé de règle d'implantation des constructions sur une même propriété, afin de garantir aux entreprises d'implanter leurs constructions de la manière la plus optimale possible pour le bon fonctionnement de leur activité.
Hauteur maxi des	26 mètres au point le plus haut	de parvenir à densifier le parc d'activités existant tout en préservant au maximum les espaces libres
constructions		voire en les renaturant. La règle de hauteur proposée par le projet de modification reprend la règle de la zone Ula du règlement pour l'étendre à la globalité de la ZAE. L'actuelle zone Uld autorise une hauteur maximale de 20m. Cette augmentation de la hauteur maximale autorisée permet une densification en hauteur plutôt qu'un étalement des constructions sur les espaces libres propices à la végétalisation et à l'infiltration. Une règle spécifique est imposée pour les constructions donnant sur des secteurs voisins à préserver tels que les zones résidentielles, les zones agricoles ou les zones boisées, afin de minimiser l'impact bâti et visuel des constructions. Ainsi une règle de hauteur proportionnelle au retrait par rapport aux limites séparatives nermet un épannelage des constructions et une transition douce vis-à-vis de ces
Emprise au sol maxi	75 % de la superficie de l'unité foncière	Le règlement actuel ne réglementait pas l'emprise au sol des constructions et autorisait ainsi une imperméabilisation quasi-totale des parcelles d'activités. Le présent projet de règlement fixe une emprise au sol afin de répondre aux objectifs de protection des sols, de lutte contre le ruissellement, de lutte contre les ilots de chaleur urbains et de nature en ville fixés par le Schéma Directeur de Courtabœuf ainsi que par les documents supracommunaux que sont le SDRIF et le SAGE.
Espaces verts mini de pleine terre	au moins 25% de la surface totale de l'unité foncière devra être traitée en espaces végétalisés dont au moins 60% en espaces de pleine terre	Ces règles s'inscrivent dans l'objectif général de renforcer les dispositions de préservation environnementale, dans un cadre très urbanisé. La présente modification introduit notamment un pourcentage de pleine-terre pour l'ensemble de la zone d'activités, fixée à minimum 60% des 25% des espaces végétalisés exigés, soit environ 15% de la superficie totale de l'unité foncière.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le [] 4 JUIL 2025

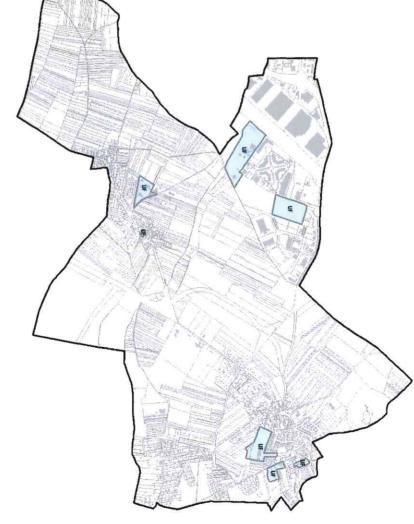
ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone UF

Les zones UF sont des zones destinées à accueillir des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et qui répondent aux besoins de la population.

Cette zone accueille donc des constructions très hétérogènes et variées dont l'architecture et la conception répond avant tout à des problématiques liées à leur fonctionnement et aux types d'activités qu'elles accueillent.

Le règlement de cette zone vise à ne pas obérer les possibilités d'évolution des constructions existantes ou d'accueil de nouvelles constructions de manière a pouvoir répondre aux mieux aux besoins et à l'évolutions des besoins de la population en termes d'équipements et d'installations d'intérêt collectif.



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone UF

Sous-destinations	Interdites	Autorisees	Autorisees sous conditions particulieres
		HABITATION	2
Logement			dès lors qu'ils sont nécessaire au
Hébergement			fonctionnement de l'équipement concerné
	COMMERCI	ES ET ACTIVITI	COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES
Artisanat et commerce de			
détail			
Restauration			
Activités de services où			
s'effectue l'accueil d'une			
clientèle			
Hôtel			
Cinéma			
Commerce de gros			
Autre hébergement touristique			
AUTRES AC	TIVITÉS DES	SECTEURS SE	AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES
Industrie			
Entrepôt			
Bureau			
Centre de congrès et			
d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en			
ligne			
ÉQUIPEN	IENTS D'INT	ÉRÊT COLLEC	ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS
Locaux et bureaux des			
administrations publiques et			
assimilés			
Locaux techniques et industriels			
des administrations publiques			
et assimilés			
Établissements			
d'enseignement, de santé et			
d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieux de culte			
Autres équipements recevant			
du public			
EX	PLOITATION	NS AGRICOLES	EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES
Exploitation agricole			
Exploitation forestière			
The second secon			

L'objectif de la zone UF est de continuer à accueillir des équipements au service de la population et de répondre à l'évolution de leurs besoins.

Sont ainsi autorisées les constructions à destination d'équipements collectifs et services publics ainsi que quelques destinations autres en lien avec ces équipements.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le () 4 JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone UF

Règles	Règles dans le PLU révisé	Evolution du PLU
Par rapport aux voies ou emprises publiques	Non réglementé	Le règlement de la zone UL a été assoupli de manière à ne pas obérer de futurs besoins en termes d'équipements d'intérêt collectif et de garder des possibilités ans les années à venir.
Par rapport aux limites	 Soit sur une ou plusieurs limites séparatives, 	L'implantation par rapport aux voies publiques et entre deux constructions, autrefois réglementées, ne le sont plus.
séparatives	Soit en retrait.	La règle d'implantation par rapport aux limites séparatives est modifiée afin
	En cas d'implantation en retrait, la marge de retrait minimale par rapport aux limites séparatives doit être égale à la moitié de la hauteur du bâtiment (L =	de permettre une plus grande souplesse, tout en permettant une meilleure insertion au tissu urbain en cas de retrait.
	1112).	L'emprise au sol des constructions, non réglementée au PLU actuel, est
Par rapport aux autres constructions sur une même propriété	enrama Bar non	fixée à 75% afin de mieux encadrer l'implantation des équipements et préserver les espaces libres existants.
Hauteur maxi des constructions	15 mètres au point le plus haut	Il est rappelé que la majeure partie des des terrains aujourd'hui classés en zone UF sont de maîtrise communale. Le règlement actuel ne présente alors que peu de risque quant à la bonne insertion de futurs équipements ou d'extension des équipements existants.
Emprise au sol	75 % de la superficie de la parcelle.	
٠		
Espaces verts de pleine terre	25% des espaces libres non bâtis et non occupés par des aires de stationnement	

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

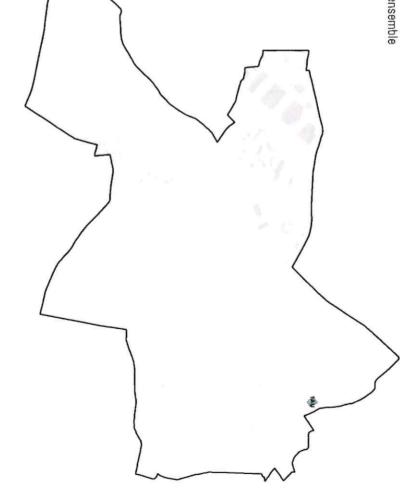
Publié le () 4 JULI 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone 1AU

La zone 1AU correspond à la dernière tranche de l'aménagement d'un lotissement résidentiel situé rue des Coquelicots en entrée de centre bourg. Ce secteur pourra accueillir une opération d'ensemble dans la continuité du lotissement réalisé.

Sous-destinations I	Interdites	Autorisées	Autorisées sous conditions particulières
		навітатіон	X.
Logensent			
Hebergement			
	OMMERCE	S ET ACTIVIT	COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES
Artisenst et commerce de			
détail			
Restauration			
Activités de services où			
s'effectue l'accueil d'une			
Dientele			
НӘсе)			
Cinéma			
Commerce de gros			
Autre hébergement couristique			
AUTRES ACT	VITÉS DES	SECTEURS SE	AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES
Industrie			
Entrepót			
Bureau			Dans la limite de 150 m² maximum de 50º
Centre de congrés et			
d'exposition			
Culsine dédiée à la vente en			
ligne			
ÉQUIPEME	INTS D'INT	ERET COLLEC	ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÉT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS
Locaux et burgeux des			
administrations publiques et			
assimilés			
Locaux techniques et industriels			
des administrations publiques			
et assimilés			
Établissements			
d'enseignement, de santé et			
d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Equipements sportifs			
Lieux de culte			
Autres équipements récevant			
du public			
	LOITATION	IS AGRICOLE	EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÉRES
Exploitation agricole			
The second secon			



L'objectif est de créer une zone d'habitat pavillonnaire dans la continuité du lotissement de la rue des Coquelicots existant.

Ainsi, de la même manière, seules sont interdites les destinations et sous-destinations qui risqueraient de générer des nuisances au sein des quartiers résidentiels.

→ La zone 1AU

Règles	Règles dans le PLU révisé	Evolution du PLU
Par rapport aux voies ou emprises publiques	recul de 4 mètres minimum	La zone 1AU reprend les principales règles de la précédente zone 1AUg qui recouvrait ce secteur au PLU actuel.
Par rapport aux limites	 Soit sur une ou plusieurs limites séparatives, 	impose un recul de 5 mètres forsque la construction de pénère das de vues
séparatives	Soit en retrait.	afin de limiter les impacts visuels entre plusieurs constructions.
	En cas de retrait, 8m en cas de vue / 5 m si pas de vues	Une emprise au sol y est ajoutée afin de mieux encadrer l'implantation des
Par rapport aux autres	En retrait des limites séparatives avec 8 mètres minimum si vue, 4 mètres	constructions et preserver les espaces libres existants.
constructions sur une même propriété	minimum dans les autres cas.	La règle de hauteur est précisée avec l'ajout d'une hauteur au faîtage afin mieux encadrer les gabarits de construction et veiller à la bonne insertion
Hauteur maxi des constructions	La hauteur maximale des constructions est fixée à : 7 mètres à l'égout du toit,	des constructions dans le paysage urbain de ce secteur.
	• 11 mètres au faîtage.	disponible par la notion de pleine terre, et en appliquant le principe inverse
Emprise au sol	70% de l'unité foncière	du principe de l'emprise au sol. De ce fait, l'ensemble des parcelles ont des obligations de conserver de la pleine terre, permettant la préservation de la nature en ville et une meilleure infiltration des eaux de pluie.
Espaces verts de pleine terre	La superficie minimale d'espace vert de pleine terre est fixée à 25% de l'unité foncière.	
	De plus, 50% au moins des espaces libres non bâtis, non occupés par des aires de stationnement ou par la voirie doivent faire l'objet d'un traitement végétalisé de qualité. Sont considérés comme espaces végétalisés	

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone N

Les zones N regroupent les espaces de la commune à vocation naturelle. Le règlement a pour vocation de préserver ces secteurs de toute urbanisation en raison de leur caractère naturel, paysagé, et de l'intérêt biologique.

Les différents sous-secteurs ont pour vocation de permettre des constructions, installations, ou évolutions de constructions existantes au regard de la spécificité et de la fonction de chacun de ces sous-secteurs. Ainsi :

- Le sous-secteur NL permet des constructions et aménagements de loisirs
- Le sous-secteur Nb permet les activités liées au Service Départemental d'Incendie et de Secours.
- Le sous-secteur Nc permet la reconnaissance et l'évolution d'un habitat gens du voyage sédentarisé.



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le [] 4 JUIL, 2023

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone N

Sous-destinations	Interdites	Autorisees	Autorsées sous conditions particulières
		HABITATION	N
Logement			les extensions et les annexes des constructions à destination d'habitation existantes, et légalement autorisée, à la date d'approbation du présent règlement sous réserve de ne pas
Hébergement			être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
	COMMERCI	ES ET ACTIVIT	COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES
Artisanat et commerce de détail			
Restauration			
Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle			
Носе			
Cinéma			
Commerce de gros			
Autre hébergement touristique			
AUTRES AC	TIVITÉS DES	SECTEURS SE	AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES
Industrie			
Entrepôt			
Bureau			
Centre de congrès et			
d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEN	NENTS D'INT	ÉRÊT COLLEC	ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS
Locaux et bureaux des			dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles
administrations publiques et			avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale
assimilés			ou forestière dans l'unité foncière où elles sont
Locaux techniques et industriels			implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à
des administrations publiques			la sauvegarde des espaces natureis et des
et assimilés			paysages.

	2	NL, Nb,	Exploitation forestière
			Exploitation agricole
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES	S AGRICOL	EXPLOITATION	
			Autres équipements recevant du public
			Lieux de culte
dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.			Équipements sportifs
			Salles d'art et de spectacles
			Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale

L'objectif de la zone N est de venir encadrer le plus strictement la constructibilité des espaces naturels de la commune, afin de les protéger le mieux possible. La plupart des destinations sont interdites à l'exception des exploitations forestières en zone N générale. Certaines destinations sont autorisées sous condition de ne pas impacter les espaces naturels et les paysages, notamment les extensions ou annexes des bâtis d'habitations afin de ne pas contraindre les constructions existantes.

Les zones N accueillent par ailleurs des occupations d'intérêt général qu'il ne faudrait pas contraindre, à savoir le stationnement de caravanes ou encore le service d'intérêt général d'Incendie et de Secours. Des mesures sont ainsi mises en place pour permettre à ces activités d'être pérennes sans toutefois altérer l'environnement dans lequel elles sont implantées.

→ La zone N

Envoyé en prétecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Règles	Règles dans le PLU révisé	Evolution du PLU
Par rapport aux voies ou emprises publiques	Retrait de 8m minimum par rapport à l'alignement	La distance de retrait par rapport aux voies ou emprises publiques est réduite par rapport à la zone N générale du PLU actuel. Ce choix a été fait car le PLU révisé n'autorise désormais que peu de constructions, notamment à destination d'habitat, afin de leur garantir un peu de souplesse.
Par rapport aux limites	Retrait de 8m minimum de toutes limites séparatives	La règle est inchangée pour la zone N.
séparatives		La distance est augmentée pour les sous-secteurs.
Par rapport aux autres constructions sur une même	L'implantation des constructions sur une même unité foncière n'est pas règlementée.	La règle est renforcée afin de rendre plus stricte la constructibilité de la zone.
propriété	Les annexes aux logements doivent être implantées à une distance inférieure à 20 m du bâtiment principal.	
Hauteur maxi des constructions	Habitation : La hauteur des constructions existantes doit être conservée. Aucune surélévation n'est autorisée Exploitation forestière : 10 mètres au point le plus haut.	La hauteur est augmentée de 2 mètres pour les exploitations forestières, afin d'adapter les constructions aux besoins de l'activités.
Emprise au sol	Habitation : L'emprise au sol maximale des constructions à destination d'habitation est fixée à l'emprise des constructions existantes à la date d'approbation	Seules les annexes et extensions des constructions à destination d'habitation sont désormais réglementées. Pour les exploitations forestières, l'emprise au sol est réduite qu'à la superficie
	L'emprise au sol maximale des annexes est fixée à 20m². Exploitation forestière: 150 m² par unité foncière Equipements d'intérêt collectif et services publics: L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 5%.	necessaire pour le don exercice de ces activités. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics l'emprise reste très faible pour garantir une vocation naturelle largement majoritaire à cette zone et rester sur des aménagements ou constructions mesurées s'insérant de manière discrète au sein de ces espaces. Elle est légèrement plus importante en NL, zone correspondant de ces espaces et espaces publics quiverts au public
Espaces verts de pleine terre		Le règlement ne fixe pas de règle d'espace vert de pleine-terre, considérant que la pleine-terre est de fait préserver par l'ensemble des règles précédentes et par les

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

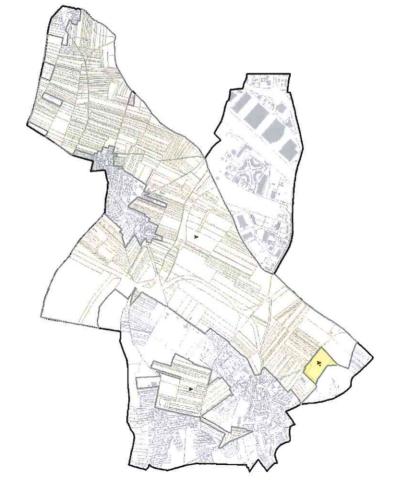
Publié le () 4 JUIL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone A

Les zones à regroupent les espaces de la commune à vocation agricole. Le règlement a pour vocation de préserver ces secteurs de toute urbanisation en raison de leur potentiel agronomique, biologique ou économique et de ne permettre que des projets et constructions liés à l'activité agricole.

Le sous-secteur A* correspond à une friche agricole qui a été identifié comme un secteur potentiel pour l'accélération du développement des énergies renouvelables. Le règlement vise donc à permettre un projet de type agrivoltaïsme.



Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le 0 4 JUIL 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone A

Sous-destinations	Interdites	Autorisees	Autorisées sous conditions particulieres
		The second secon	The state of the s
		HABITATION	
Logement			Conformément à l'article L.15.1-12 du Code de l'urbanisme, de constituer des extensions et/ou annexes des constructions à destination d'habitation existantes, et légalement autorisée, à la date d'approbation du présent règlement.
Hébergement			réserve: - d'être nécessaire à l'activité agricole - de ne pas excéder 150 m² de surface de plancher - d'être situé à moins de 50 mètres du siège d'exploitation - de justifier de la présence permanente et rapprochée à l'exploitation agricole.
	COMMERCE	S ET ACTIVITÉ	COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES
Artisenat et commerce de détail			
Restauration			
Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle			
Hôte.			
Cinéma			
Commerce de gros			
Autre hébergement touristique			
AUTRES A	TIVITÉS DES	SECTEURS SEC	AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES
Industrie			
Entrepôt			
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisina dédiée à la vente en			

agricole agréées [] » mentionnées à l'article R. 151-23 1° du Code de l'urbanisme	
d'être des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel	Exploitation agricole
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES	EX
	Autres équipements recevant du public
	Lieux de culte
	Équipements sportifs
	Salles d'art et de spectacles
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale
Au sein du sous-secteur A*, sous réserve d'être lié à un projet de développement des énergies renouvelables et du maintien des caractéristiques agronomiques des sols.	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés
dés lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.	Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés

La zone A est une zone protégée où la constructibilité est limitée sauf pour les exploitations agricoles ou destinations étant nécessaire au fonctionnement de ces activités.

ligne

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le () 4 JUL, 2025
ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone A

Règles	Règles dans le PLU révisé	Evolution du PLU
Par rapport aux voies ou emprises publiques	En retrait de 8m minimum par rapport à l'alignement	La distance de retrait par rapport aux voies ou emprises publiques est réduite par rapport à la zone N générale du PLU actuel. Ce choix a été fait car le PLU révisé n'autorise désormais que peu de constructions, notamment à destination d'habitat, afin de leur garantir un peu de souplesse.
Par rapport aux limites séparatives	En retrait de 8m minimum par rapport aux limites séparatives	Conservation de la distance de retrait existante à 8 mètres
Par rapport aux autres constructions sur une	L'implantation des constructions sur une même unité foncière n'est pas règlementée.	La règle est renforcée afin de rendre plus stricte la constructibilité de la zone.
même propriété	Les annexes aux logements doivent être implantées à une distance inférieure à 20 m du bâtiment principal.	
Hauteur maxi des constructions	Habitation : La hauteur des constructions existantes doit être conservée. Aucune surélévation n'est autorisée. La hauteur maximale des extensions des constructions existantes à la date	Par rapport au PLU actuel, le projet de PLU distingue les hauteurs en fonction de la nature du bâti. La hauteur pour les nouvelles constructions à destination d'habitat est réduite, afin de ne pas altérer le paysage.
	d'approbation du présent règlement est limitée à la hauteur à l'égout et au faitage de la construction existante. La hauteur maximale des constructions nouvelles est fixée à R + 1 ou R + 1 + combles et : • 7 mètres à l'égout du toit ou au point haut de l'acrotère, • 9 mètres au faîtage.	La hauteur est augmentée de 2 mètres pour les exploitations agricoles en zone A, afin d'adapter les constructions aux besoins de l'activités. La notion d'acrotère est remplacée par « le point le plus haut » de la construction, afin de mieux encadrer la hauteur.
	Exploitation agricole: En zone A: 12m au point le plus haut, serres = 4 mètres En zone A*: 10m au point le plus haut	

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () 4 JUIL, 2025

ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

→ La zone A

Règles	Règles dans le PLU révisé	Evolution du PLU
Emprise au sol	Habitation:	Par rapport au PLU actuel, le projet de PLU distingue les emprises en
	L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à l'emprise des constructions existantes à la date d'approbation du présent règlement	fonction de la nature du bâti. Seules les annexes et extensions des constructions à destination
	augmentée de 25 m² maximum hors annexes.	d'habitation sont désormais réglementées.
	En cas de construction nouvelle, l'emprise au sol maximale est fixée à 150 m².	Pour les exploitations forestières en zone A, l'emprise au sol est maintenue
		à 800 m² avec une possibilité encadrée (en superficie et en condition) d'aller
	Exploitation agricole:	au-delà.
	limite de 25% de plus et sous condition d'effectuer les demandes spécifiques	Pour celles en zone A*, une règle est fixée là où elle n'existait pas dans le
	auprès des services compétents en l'état.	PLU actuel, afin de limiter au maximum l'artificialisation des sols.
	En zone A*: 10% de l'unité foncière.	
Espaces verts de pleine		10
terre		que la pleine-terre est de fait préserver par l'ensemble des règles
į		précédentes et par les règles de destination.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Publié le () () JUIL, 2025

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

1- Les emplacements réservés au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme

ceux-ci ont été abandonnés. Au total, le projet de PLU recense 6 emplacements réservés à destination de la commune Certains emplacements réservés présents dans le PLU actuel ont été supprimés soit par ce que les projets ont été réalisés ou les parcelles ont été acquises, soit parce que

La numérotation des emplacements réservés à été revues pour plus de cohérence.

Tableau des Emplacements réservés au titre de l'article L 151-41 du Code de l'urbanisme

Numéro Intitulé	Intitulé	Destinataire
_	Aménagement d'un accès de places de	Commune
	stationnements	
N	Aménagement des abords du Rouillon	Commune
ယ	Mise en valeur paysagère des abords de la mare de	Commune
	Fretay	
4	Mise en valeur paysagère des abords de la mare de	Commune
	la Poitevin e	
5	Aménagement en vue de sécuriser le carrefour	Commune
6	Stationnement	Commune
7	Extension de l'école	Commune

équipements publics (centre aéré, salle de spectacle, accueil petite enfance...). assurer un bon entretien et une bonne qualité de cet espace. Les objectifs des ER n°3 et 4 restent inchangés par rapport au précédent PLU, à savoir la mise en valeur paysagère permettra de créer une desserte du complexe sportif ainsi que des places de stationnement perméables. L'ER n°2 a pour objectif l'acquisition des abords du cours d'eau pour des abords des mares de Fretay et de la Poitevine. L'ER n°5 permettra la sécurisation de la voirie et l'ER n°6 a pour objectif la création de stationnements aux abords des Les emplacements réservés institués au titre de l'article L. 151-41 du Code de l'Urbanisme, sont mentionnés sur le tableau figurant sur le document graphique. L'ER n°1

Toutefois, une construction à titre précaire peut exceptionnellement être réalisée conformément à l'article L. 433-1 du Code de l'Urbanisme. Sur les emprises foncières classées en emplacement réservé, ne sont autorisées que les occupations et utilisations du sol correspondant à la destination de cet emplacement.

- Conserver et jouir de son bien tant que la collectivité bénéficiaire n'aura pas l'intention de réaliser l'équipement prévu : Le propriétaire d'un terrain, bâti ou non, inscrit en emplacement réservé par un PLU peut :
- Au titre du L. 151-2 du Code de l'urbanisme, mettre en demeure le bénéficiaire de l'emplacement réservé d'acquérir son terrain dans les conditions et délais mentionnés aux articles L. 230-1 et suivants.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025 Publié le 0 1 JUL 2025 ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

2- Les secteurs de mixité sociaux

En application de l'article L151-15 du Code de l'urbanisme, toute opération (construction nouvelle ou création de logements au sein d'une construction existante) de 3 logements et plus devra comporter au moins 30% de logements sociaux financés avec un prêt aidé par l'Etat. Le nombre doit être arrondi à l'entier supérieur.

De plus, des secteurs de mixité sociale sont identifiés au plan de zonage. Au sein de ces secteurs il sera imposé une part minimum de logements sociaux, financés avec un prêt aidé par l'Etat, fixée à :

- Secteur A: 100%
- Secteur B: 55%
- Secteur C: 50%
- Secteur D: 45%

Ces secteurs de mixité sociale correspondent aux zones 1AU, UG* et UHa* sur le plan de zonage. Ils n'existaient pas au PLU actuel. Ces dispositions ont pour objectif de renforcer la mixité sociale à Villejust et permettent de tendre vers les objectifs de la loi SRU.

Au total, ces secteurs de mixité social permettent la réalisation de 55 à 65 logements locatifs sociaux.



Rapport de présentation - justifications - PLU approuvé

3- Le secteur Cœur de Parc de la zone d'activité de Courtaboeuf

Le secteur Cœur de Parc de la zone d'activité de Courtaboeuf a pour but de créer une centralité proposant des services à ses usagers : requalification des espaces publics, amélioration de l'offre d'équipements, mise en place de services aux employés (notamment de la restauration).

Le Cœur de Parc, en tant qu'espace pratiqué par des usagers et visiteurs, nécessite aussi une attention particulière : les bâtis existants à dimension patrimoniale ont vocation à être protégés et l'avenue des Indes requalifiée.

Il correspond au périmètre du Projet Partenarial d'Aménagement du parc d'activités de Courtabœuf. Au sein du règlement il conditionne l'implantation de constructions à destination d'activités à une surface de plancher n'excédant pas 300 m².



ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025



Envoyé en préfecture le 03/07/2028 Reçu en préfecture le 03/07/2025

4- La protection environnementale des espaces paysagers, des alignements d'arbres et de la trame bleue au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

Des Espaces Boisés Classés (EBC) à préserver ont été identifiés au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'urbanisme sur le plan de zonage. Ils s'étendent sur 22,19 hectares principalement le Bois Courtin, sur la forêt départementale du Rocher de Saulx et sur le Bois des Carrés. Ils participent à la préservation de la trame verte et des continuités écologiques du territoire.

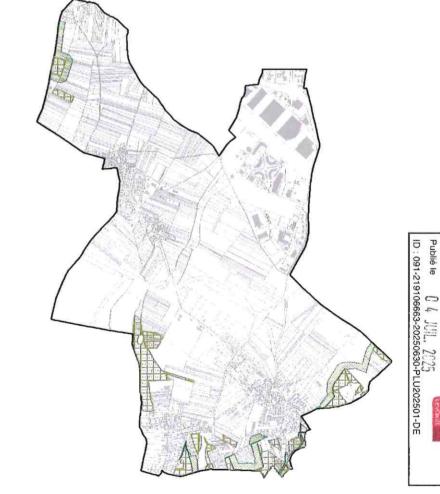
Les lisières des massifs boisés de plus 100 ha, sont identifiées sur le plan de zonage hors site urbains constitués

Le règlement fixe les règles suivantes :

« Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Y sont notamment interdits, les recouvrements du sol par tout matériau imperméable : ciment, bitume ainsi que les remblais. Les accès aux propriétés et les cheminements y sont admis dans la mesure où ils ne compromettent pas la préservation des boisements existants et qu'ils sont perméables.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres ler et II du titre ler livre III du Code forestier.

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à la déclaration préalable prévue par l'article L. 421-4 du Code de l'urbanisme.»



Evolution par rapport au PLU actuel:

La surface des EBC a augmenté de 9,78 hectares par rapport au PLU actuel. Cela est du au fait d'une meilleure analyse de l'occupation du sol et une volonté plus importante de protection des espaces naturels

De plus, la limite des lisières des massifs de plus de 100ha ont été revues pour correspondre aux évolutions du massif.

Espace boisé classé (au titre de l'article L.113-1 du Code de l'urbanisme)

Bande de protection de 50m des lisières des massits boisés hors site urbain constitué (au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme)

Reçu en préfecture le 03/07/2025

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Publié le

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

4- La protection environnementale des espaces paysagers, des alignements d'arbres et de la trame bleue au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

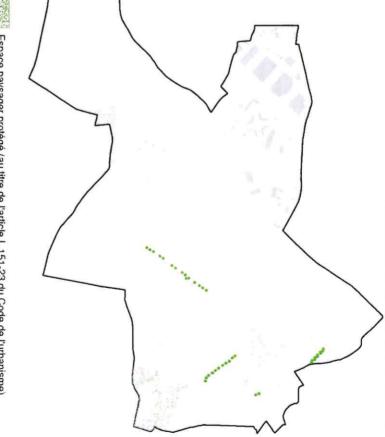
Des espaces paysagers protégés ont été identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme sur le plan de zonage. Ils s'étendent sur 8,45 hectares.

Il s'agit, à travers la protection de jardins, d'espaces boisés ponctuels ou encore de cœurs d'îlots, de pérenniser un paysage urbain paysager dont l'intérêt ne se situe pas dans la qualité exceptionnelle de telle ou telle parcelle isolée mais de considérer le caractère d'ensemble et le quartier défini, leurs abords, de reconnaître l'importance du paysage perçu depuis la voie publique. De plus ce secteur étant à risque à cause du relief et du cours d'eau en limite de commune, cette prescription permet de conserver un maximum d'espaces verts perméables et de limiter les risques liés au retrait-gonflement des argiles

De plus, les alignements d'arbres et continuités végétales identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme aux documents graphiques sont à conserver ou à planter. Les symboles graphiques employés constituent un principe de repérage et non une localisation exacte des arbres à conserver ou à créer.

Les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément que le PLU a identifié en application de l'article L.151-23 doivent être précédés d'une déclaration préalable de travaux (art. R.421-23 CU). Les alignements d'arbres à créer peuvent, le cas échéant, être remplacés par d'autres aménagements contribuant à la végétalisation et aux continuités de nature sur l'espace public (bandes plantées, haies vives, noues).

Les accès aux propriétés devront expressément prendre en compte la présence des arbres ou plantations existantes. Toutefois s'il s'avère qu'il n'existe pas de solution alternative, même onéreuse, l'abattage pourra être autorisé par le gestionnaire du domaine public sous réserve d'une « replantation » de compensation, à hauteur de deux arbres plantés pour un arbre abattu.



Espace paysager protégé (au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme)

Alignement d'arbres à protéger (au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme)

Evolution par rapport au PLU actuel :

Ces protections n'existaient pas dans le PLU actuel. Elles permettent de protéger des espaces verts urbains privés ou publics pour leurs qualité paysagères et/ou écologique

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE Reçu en préfecture le 03/07/2025 Envoyé en préfecture le 03/07/2029 0 4 JUIL 2025

4- La protection environnementale des espaces paysagers, des alignements d'arbres et de la trame bleue au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

aménagements de nature à altérer les cours d'eau repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme ou leurs berges Le Rouillon a été identifié sur le plan de zonage pour permettre sa protection et limiter l'urbanisation à ses abords. En effet, sont interdites tous les occupations ou Toute nouvelle construction doit être implantée à une distance minimum de retrait de 10 mètres à compter des berges des cours d'eaux repérés sur le plan de zonage

Il en va de même pour les mares et plans d'eau. Ils s'étendent sur 1,61 ha. Ils doivent être préservés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Leur gestion doit

d'amélioration des aménagements routiers existants. également interdit de créer tout remblai, comblement, au sein de ce périmètre de 10 mètres, à l'exception toutefois de ceux nécessaires aux travaux d'entretiens et permettre le maintien du niveau et de la qualité de l'eau. Aucune construction ne peut être admise dans un périmètre de 10 mètres autour de ces points d'eau. Il est Les zones humides recensées par la DRIEE ont été reportées sur le plan de zonage en vue de leur protection. Elles s'étendent sur 1,35 ha. En effet, L'assèchement, la mise

d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Orge-Yvette, si : en eau, l'imperméabilisation ou le remblaiement de zones humides avérées identifiées au plan de zonage sont interdits, sauf exceptions prévues par le règlement du Schéma

- Dans le cas des exceptions prévues par ce dernier, des mesures adaptées doivent être définies pour
- chercher à éviter le dommage causé aux zones humides (mesures d'évitement)
- chercher à réduire l'impact sur les zones humides, leurs fonctionnalités et leurs services rendus (mesures correctrices)
- s'il subsiste des impacts résiduels, ensuite et seulement, compenser le dommage résiduel identifié (mesures compensatoires).

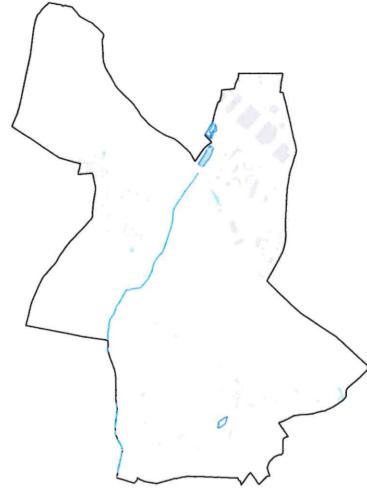
De plus, aucune construction ne peut être admise dans un périmètre de 10 mètres autour de ces zones humides avérées

suivi, dans les actes administratifs liés au projet et à la doctrine nationale, les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur La gestion et l'entretien des zones humides sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme. Conformément à la réglementation en vigueur

ID: 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025 Reçu en préfecture le 03/07/2025

4- La protection environnementale des espaces paysagers, des alignements d'arbres et de la trame bleue au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme



Evolution par rapport au PLU actuel:

Ces protections n'existaient pas dans le PLU actuel. Elles permettent de protéger les éléments de la trame bleue, peu présents sur la commune. Leur rareté en fait des éléments indispensables pour le bon fonctionnement de la trame bleue

Turba

Zone humide avérée à préserver (au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme)

Mares et plans d'eau à protèger (au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme)

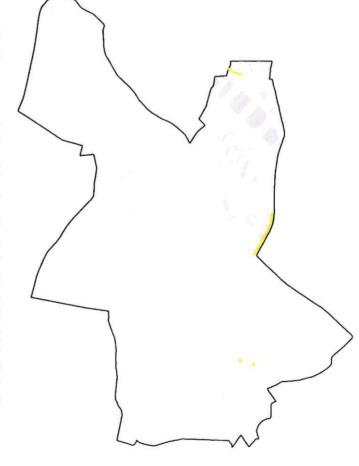
Cours d'eau à protéger (au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme)



5- La protection du commerce de proximité au titre de l'article L151-16 du Code de l'urbanisme

En application de l'article L151-16 du Code de l'Urbanisme, 4 linéaires commerciaux figurent au plan de zonage. Sur ces linéaires :

- les locaux destinés à l'artisanat et commerce de détail, à la restauration, à une activité de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, existants à la date d'approbation du PLU, ne peuvent pas faire l'objet d'un changement de destination autre que pour l'une des destinations citées dans le présent paragraphe ou encore un équipement d'intérêt collectif et services publics;
- les constructions nouvelles sont autorisées sous condition que leur rez-dechaussée donnant sur rue, exception faite des parties communes et des accès nécessaires au fonctionnement de la construction, soit destiné à l'artisanat et commerce de détail, à la restauration, à une activité de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ou encore à un équipement d'intérêt collectif et services publics.



Linéaire commercial à protéger (au titre de l'article L.151-16 du Code de l'urbanisme)

Evolution par rapport au PLU actuel :

Ces protections n'existaient pas dans le PLU actuel. Elles permettent de protéger le commerce de proximité, la mixité fonctionnelle et de limiter les déplacements véhiculés

Les indicateurs de suivi

Les indicateurs de suivi

Les indicateurs de suivi sont déclinés dans le document 2.3 évaluation environnementale.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025

Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le () 4 JUIL, 2025
ID : 091-219106663-20250630-PLU202501-DE

Rapport de présentation - justifications - PLU approuvé